

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-unième session

Rome, 21-22 avril 2004

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DU PAYS: LOCALISATION DES INTERVENTIONS FINANCÉES PAR LE FIDA	iv
RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA	v
RÉSUMÉ	vi
I. INTRODUCTION	1
II. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET LA PAUVRETÉ RURALE	1
A. La situation économique du pays	1
B. Le secteur agricole et le développement rural	2
C. La pauvreté rurale	3
D. La réduction de la pauvreté rurale: perspectives et obstacles	5
E. La stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale	6
III. LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA DANS LE PAYS	7
A. La stratégie actuelle et les opérations en cours	7
B. Les enseignements tirés	8
IV. CADRE STRATÉGIQUE POUR LE FIDA	9
A. Le créneau stratégique du FIDA et les axes d'intervention proposés	9
B. Les principales possibilités d'innovation et d'intervention dans le cadre de projets	11
C. Les possibilités d'élargissement et de partenariat avec les ONG et le secteur privé	12
D. Les perspectives de couplage avec d'autres donateurs et institutions	12
E. Les domaines de concertation	13
F. Les mesures visant à améliorer la gestion du portefeuille	15
G. Le cadre indicatif de financement et le programme de travail à horizon mobile	15

APPENDICES

I.	COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II.	LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	2
III.	STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS (ANALYSE DES FORCES, FAIBLESSES, POSSIBILITÉS ET MENACES)	4
IV.	IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME (CORRÉLATION ENTRE LES AXES INSTITUTIONNELS ET LE PROGRAMME PROPOSÉ POUR LE PAYS)	7
V.	ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED (ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT – EN COURS D'EXÉCUTION ET PRÉVUES)	8

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	peso argentin (ARS)
1,00 USD	=	3,00 ARS
1,00 ARS	=	0,33 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

BID	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CDR	Commission de développement rural
CFA	Conseil fédéral de l'agriculture
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FMI	Fonds monétaire international
IFI	Institution financière internationale
INTA	<i>Instituto nacional de tecnologia agropecuaria</i> (Institut national de technologie agricole)
ONG	Organisation non gouvernementale
PRODERNEA	Projet de développement rural dans les provinces du Nord-Est
PRODERNOA	Projet de développement rural dans le Nord-Ouest
PROINDER	Programme national d'initiatives en faveur du développement rural
PSA	<i>Programa social agropecuario</i> (Programme social agraire)
RIOD	Réseau international des ONG sur la désertification <i>Secretaría de Agricultura, Ganadería, Pesca y Alimentos</i> (Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage, aux pêches et à l'alimentation)
UNC	Unité nationale de coordination

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE
Année budgétaire

1^{er} janvier – 31 décembre

CARTE DU PAYS: LOCALISATION DES INTERVENTIONS FINANÇÉES PAR LE FIDA



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA

Nom du projet	Institution initiatrice	Institution coopérante	Conditions du prêt	Approbation par le Conseil d'administration	Entrée en vigueur du prêt	Date de clôture	Code du don/prêt	Monnaie	Montant du prêt/don approuvé	Décaissement (en % du montant approuvé)
Programme de crédit et de soutien technique aux petits producteurs dans le nord-est de l'Argentine	FIDA	BID	O	15 sept. 88	17 avr. 91	30 juin 97	L - I - 225 - AR	DTS	8 200 000	100%
Projet de développement rural dans les provinces du Nord-Est (PRODERNEA)	FIDA	SAD	O	18 avr. 96	15 oct. 98	30 juin 07	L - I - 417 - AR	DTS	11 350 000	32,54%
Projet de développement rural dans le Nord-Ouest (PRODERNOA)	FIDA	SAD	O	8 sept. 99	4 mars 03	30 sept. 08	L - I - 514 - AR	DTS	12 800 000	4,44%

Note: BID = Banque interaméricaine de développement
 O = Ordinaires
 SAD = Société andine de développement

Λ

RÉSUMÉ

1. L'Argentine, située à la pointe sud du continent américain, s'étend sur une superficie de 2,7 millions de km². Le pays est divisé en 23 provinces et une capitale autonome. Il compte 36,2 millions d'habitants au total, la population urbaine représentant 89% en 2001. L'Argentine se relève de graves difficultés économiques et financières qui ont débuté à la fin de 2001, lorsque le pays a sombré dans une crise analogue à celle qui a secoué l'économie de différents pays d'Asie à la fin des années 90: le produit intérieur brut (PIB) a chuté de 15% en 2002, et, au cours du second semestre de la même année, la pauvreté concernait 50% des habitants. Durant les premiers mois de l'année 2002, sur fond de paralysie presque complète de l'activité économique, la quasi-totalité des opérations bancaires ont été suspendues. En juillet 2002, pour la première fois depuis près de quatre ans, la croissance du PIB a amorcé une légère reprise.

2. En mai 2003, un nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir. En septembre de la même année, il a conclu un accord d'une durée de trois ans avec le Fonds monétaire international (FMI), ouvrant la voie à la renégociation de la dette extérieure et des contrats et tarifs des sociétés de services publics privatisées, ainsi qu'à la restructuration du secteur bancaire. Depuis juillet 2002, le PIB a progressé de 6,5%, et plusieurs indicateurs laissent entrevoir une reprise économique solide. Cependant, pour respecter l'accord conclu avec le FMI, l'excédent budgétaire doit atteindre 3% du PIB en 2004, alors même que le taux de chômage est encore de 17%, que près de la moitié de la population vit au dessous du seuil de pauvreté, et que l'on décèle des signes d'agitation sociale. Dans ces circonstances, la nécessité de rationaliser les dépenses, d'améliorer l'efficacité des services sociaux et d'introduire des approches originales de la gestion des projets et des programmes est devenue primordiale.

3. À l'heure actuelle, la pauvreté frappe une part importante de la population argentine. Selon les dernières données disponibles¹, collectées en juin 2002, 58% des habitants ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté, et près de 25% vivent dans des conditions d'extrême pauvreté. Dans les campagnes, ces chiffres atteignent respectivement 72% et 40%, ce qui signifie qu'environ 2,8 millions de ruraux sont pauvres, et que 1,6 million vivent dans la misère. Une part importante de cette population rurale pauvre vit dans les provinces du nord du pays, bien qu'on trouve également des régions où la pauvreté rurale n'est pas négligeable dans le sud de l'Argentine. Dans la région Nord-Ouest, environ 51% de la population rurale est pauvre, tandis que dans la région Nord-Est, ce chiffre est de 48% (selon l'indicateur des «besoins élémentaires non satisfaits»²). Vient ensuite la Patagonie, avec un taux de pauvreté rurale de 32%. La région de Cuyo et les Pampas sont moins touchées, la pauvreté rurale y atteignant respectivement 30% et 18%. On estime que le chef de famille des ménages ruraux pauvres est le plus souvent un travailleur rural (32%), occupant dans la moitié des cas un emploi permanent. Viennent ensuite les ménages dont le chef de famille est un petit paysan (23%). Les ménages avec à leur tête un salarié non agricole représentent 13% du total, tandis que les microentrepreneurs sont 7%, le solde se répartissant entre les femmes au foyer et les jeunes. En Argentine, les principales causes de pauvreté rurale sont le bas niveau des salaires et des revenus, le non-respect de la législation du travail agricole, le chômage, et l'accès insuffisant aux moyens de production. Le principal besoin élémentaire non satisfait identifié a trait à l'absence de logements décentes pour les ouvriers agricoles (86% d'entre eux sont concernés). Les groupes de population les plus vulnérables sont les retraités âgés et les femmes et les enfants du monde rural, quel que soit leur âge. Les populations autochtones, qui vivent généralement en zone rurale, figurent également parmi celles qui souffrent le plus de la pauvreté.

¹ Banque mondiale. Novembre 2002. «*Argentina's crisis and its impact on household welfare*».

² Deux projets du FIDA (le Projet de développement rural dans les provinces du Nord-Est et le Projet de développement rural dans le Nord-Ouest) sont en cours de mise en œuvre dans ces régions.

4. La dévaluation de la monnaie nationale crée des conditions propices à la production agricole et rurale. À moyenne échéance, cette tendance devrait se confirmer, compte tenu de la situation actuelle de la macroéconomie et des perspectives à venir, plus encourageantes. Sur le plan national, plusieurs organismes sont chargés de la fourniture de services d'appui technique, de la recherche agronomique et des services phytosanitaires et vétérinaires, sous la houlette du Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage, aux pêches et à l'alimentation (SAGPyA). Les services financiers font également l'objet d'une réglementation nationale, de même que le droit du travail. En revanche, la législation exclue la conservation et la gestion des terres et des ressources naturelles de la compétence du gouvernement central, ces domaines étant du ressort des gouvernements des provinces. Dans certains domaines cruciaux, les services sociaux et les infrastructures par exemple, les compétences se chevauchent. À l'échelle du pays, la coordination des actions en faveur du développement rural incombe à la Commission de développement rural (CDR). Dans certaines provinces, les mesures en faveur de la réduction de la pauvreté rurale privilégient l'aide spécifique aux ouvriers agricoles et aux paysans sans terre, tandis que dans d'autres l'accent est mis sur les besoins des petits exploitants. À l'échelle du pays, le Programme social agraire (PSA) et le Programme national d'initiatives en faveur du développement rural³ (PROINDER) concentrent leur action sur les petits paysans pauvres et les travailleurs temporaires. S'agissant des petits exploitants, la stratégie de développement rural n'est pas la même selon que l'on s'adresse à la première catégorie, composée d'exploitants disposant d'un potentiel de production, mais mal intégrés aux marchés de biens et de services, ou à la seconde, qui regroupe les populations autochtones qui vivent dans des conditions très dures, et sont rarement en contact avec les marchés. Plusieurs programmes s'emploient déjà à répondre aux besoins de ces deux groupes. En dépit de ces efforts, la couverture demeure insuffisante. Par ailleurs, les provinces cherchent à obtenir plus d'autonomie en matière de conception et d'exécution de programmes de développement rural et réduction de la pauvreté rurale. La contribution que le FIDA peut apporter à la reprise de l'économie argentine passe par un appui soutenu aux politiques nationales de développement rural et de réduction de la pauvreté rurale. Au surplus, l'expérience irremplaçable acquise par le FIDA dans le domaine des relations avec les gouvernements des provinces à l'occasion de l'exécution des projets est un atout de poids dans la perspective des interventions à venir. Les possibilités de formuler et de mettre en œuvre de nouveaux projets sont réelles, non seulement dans le nord du pays, mais également dans d'autres régions. Le Gouvernement de l'Argentine souscrit aux axes essentiels de la stratégie proposée pour le pays, à savoir renforcer les pouvoirs d'action à l'échelon local, faciliter l'accès aux marchés, et développer des marchés adaptés aux ruraux pauvres.

5. Le gouvernement considère le FIDA comme un vecteur d'innovation dynamique à l'égard des politiques de développement rural et de réduction de la pauvreté rurale, et il admet la nécessité i) d'approfondir l'intervention du FIDA, non seulement à partir des deux projets en cours, le Projet de développement rural dans les provinces du Nord-Est (PRODERNEA) et le Projet de développement rural dans les provinces du Nord-Ouest (PRODERNOA), et des activités qui s'y rattachent, mais aussi moyennant la mise en chantier d'un nouveau projet doté de caractéristiques spécifiques; ii) d'améliorer l'effet de catalyseur des interventions du FIDA par différents moyens: le soutien des réformes institutionnelles, la concertation sur les politiques publiques, l'innovation et la communication, et le renforcement des liens avec les autres initiatives du FIDA en Amérique latine. À cet égard, l'expérience des populations autochtones que le FIDA s'est forgée dans d'autres pays de la région est considérée comme un savoir particulièrement précieux, qu'il convient de mettre à la disposition des programmes argentins; iii) d'appuyer le développement du capital social dans les zones rurales. Le FIDA met l'accent sur le rôle des alliances et des modalités originales de coopération mobilisant les organisations à assise communautaire, les entrepreneurs privés et les organismes publics. Cette formule ouvre la possibilité d'investir dans le développement du capital social en milieu rural dans son articulation avec les principaux enjeux de la stratégie de développement rural du gouvernement (à savoir les microentreprises rurales, l'accès aux services

³ Le plus important projet national de lutte contre la pauvreté.

techniques et financiers ruraux, la production de revenus dans le cadre de microfilères favorisant la création de valeur ajoutée, et les stratégies de valorisation du patrimoine) ; et enfin iv) d'encourager les programmes qui s'adressent aux ouvriers agricoles occupant un emploi permanent, qui constituent un domaine innovant en matière de réduction de la pauvreté rurale. Pour ce type d'initiatives, le FIDA ne serait pas le principal bailleur de fonds, mais il apporterait un concours sur le plan technique. Ses expériences de promotion des microentreprises rurales (travaux publics en Colombie par exemple) sont jugées très importantes dans la perspective de cette politique et des projets permettant de la mettre en œuvre.

6. En Argentine, la question de la réduction de la pauvreté est indissociable de celle de l'inégalité des revenus et de celle de l'accès aux différentes ressources. Il convient donc que la démarche du Fonds privilégie les activités susceptibles de favoriser la production de revenus et le développement du capital humain et social, ainsi que la participation des ruraux pauvres et le renforcement de leurs moyens d'action. Le recours aux activités économiques viables, notamment l'agriculture, la production et l'emploi rural non agricole, constitue une première étape sur la voie d'une société plus équitable. L'amélioration du capital humain et social et la participation active des organisations rurales de base, doublée du renforcement de leurs moyens d'action, sont également décisives dans la perspective de la réduction de la pauvreté.

7. L'appui à la mise en place d'une structure institutionnelle capable d'assurer la planification, l'exécution et le suivi des programmes de réduction de la pauvreté et de développement rural sera l'un des axes de l'approche stratégique du FIDA en Argentine. La participation à la conception des stratégies d'éradication de la pauvreté et de développement rural, mais aussi de la structure opérationnelle nécessaire à leur mise en œuvre, sera au centre des activités, de la concertation et des interactions stratégiques avec les autres donateurs auxquelles le FIDA entend se consacrer en Argentine. Puisque les femmes du monde rural sont parmi les plus pauvres d'entre les pauvres, des efforts continus et systématiques seront faits afin de consolider et renforcer les progrès accomplis sur la voie de la réduction de la pauvreté dont elles ont bénéficié dans le cadre des projets du FIDA. Le cadre stratégique proposé pour le pays fixe les quatre axes stratégiques suivants: i) la production de revenus; ii) le développement du capital humain et social; iii) le renforcement des capacités locales; et enfin iv) les mécanismes de coordination avec les gouvernements des provinces.

8. S'agissant des possibilités d'intervention, une série de domaines thématiques dans lesquels l'expérience du FIDA est particulièrement intéressante pour l'Argentine ont été identifiés, à savoir: i) **soutenir les populations autochtones** en les aidant à constituer des organisations de parties prenantes efficaces et moyennant le développement d'activités susceptibles de favoriser leur intégration aux marchés, tant dans le domaine de la production que sur le plan social, dans le respect de leur identité culturelle; ii) **développer le marché des services spécialisés (non financiers)** en encourageant les contrats d'assistance technique passés directement par les bénéficiaires auprès de fournisseurs locaux, aux conditions du marché (dans le domaine de la production, de la transformation, du commerce, du droit, etc.); iii) **encourager la gestion durable des ressources naturelles et préserver la valeur du patrimoine biologique et culturel**. À cet égard, le Réseau international des ONG sur la désertification (RIOD), une structure mise en place à l'initiative du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, qui regroupe plus de 3 000 organisations non gouvernementales (ONG) et organisations de base, pourrait constituer une source d'informations précieuse; iv) **développer des «pôles régionaux» ou des couloirs économiques**, l'objectif étant d'établir des liens entre les campagnes, les villages et les villes moyennes partageant une forte identité régionale, afin d'instaurer une dynamique de développement régional intégré permettant de susciter des initiatives de développement rural; et enfin v) **développer le marché des services financiers ruraux**, en proposant des services financiers répondant aux besoins des ruraux pauvres, des acteurs économiques d'envergure modeste et des petites organisations. Ce sont là les principaux domaines d'innovation dans lesquels le FIDA

pourrait jouer un rôle non négligeable pour perfectionner les politiques et les programmes que les pouvoirs publics ont entrepris de mettre en œuvre dans le pays.

9. Compte tenu de la crise politique et budgétaire que traverse le pays, il est particulièrement utile de choisir judicieusement les régions retenues. Il convient d'examiner attentivement la situation budgétaire des provinces, afin de prendre des décisions pertinentes en matière de financement. Le FIDA transmettrait son expérience dans le cadre d'investissements spécifiques (les projets), qui seraient complétés par des visites à d'autres projets du FIDA dans la région (itinéraires d'apprentissage). Il s'agirait de rechercher les expériences intéressantes et de les adapter à la situation spécifique de l'Argentine. Ces activités permettraient d'alimenter une concertation permanente concernant les objectifs de développement rural et de lutte contre la pauvreté, mais aussi de valoriser l'effet de catalyseur des activités du FIDA, tout en mobilisant les synergies potentielles avec d'autres organismes de financement. Compte tenu de l'ampleur de la crise économique et de ses répercussions néfastes sur les ménages les plus pauvres du pays, l'ensemble des institutions financières internationales (IFI) ont exprimé leur préoccupation et se sont déclarées disposées à aider les pouvoirs publics. Le FIDA devra rechercher des cofinancements et/ou d'autres formes de collaboration avec les IFI et d'autres donateurs bilatéraux pour réaliser de nouvelles opérations en Argentine.

10. Le gouvernement a exprimé le souhait que les interventions ne se cantonnent plus aux provinces du nord du pays, mais soient progressivement étendues à d'autres régions où le taux de pauvreté rurale est élevé. À cet égard, le FIDA et le gouvernement ont défini les contours d'une proposition de programme d'investissement comprenant le Projet de développement rural et de soutien aux populations autochtones dans la région de Patagonie, dont le coût total est évalué à 22 millions de USD, qui sera mis au point au cours de l'année 2004 et dont l'exécution débutera en 2005.

11. Le gouvernement a indiqué que priorité serait donnée à la région de Patagonie. Ce choix repose sur les motifs suivants: i) après le Nord-Ouest et le Nord-Est, qui bénéficient déjà de projets financés par le FIDA, la Patagonie est la région qui connaît le taux de pauvreté rurale le plus élevé; ii) les dimensions du groupe cible ainsi que le coût total du projet sont adaptés; iii) dans cette région, un nombre non négligeable d'autochtones (les *Mapuches*) vivent dans la pauvreté; iv) les provinces qui composent la Patagonie (Chubut, Neuquén, Rio Negro, Santa Cruz et Terre de Feu) jouissent d'une situation budgétaire satisfaisante, ce qui devrait permettre des dotations budgétaires suffisantes et une mise en œuvre rapide du projet; v) les responsables de la province ont exprimé leur intérêt à l'idée de participer au projet proposé; et enfin vi) différentes initiatives financées par d'autres IFI sont en cours dans la région (par exemple un projet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) d'un montant de 20 millions de USD, et un nouveau projet financé par la Banque interaméricaine de développement (BID) dans le Rio Negro pour un montant de 86 millions de USD); il serait donc possible de coordonner les activités de ces projets avec celui que le FIDA propose de financer.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

I. INTRODUCTION

1. Le FIDA intervient depuis longtemps en Argentine. C'est en 1983 que le Fonds a reçu la première demande d'élaboration d'un projet de développement rural dans les provinces du nord du pays, qui a débouché sur la première opération du FIDA en Argentine: le prêt 225-AR, d'un montant de 8,2 millions de DTS, approuvé en 1988 en faveur du financement, aux côtés de la Banque interaméricaine de développement (BID), du Programme de crédit et de soutien technique aux petits producteurs dans le Nord-Est de l'Argentine. En 1993, le FIDA s'est chargé de l'identification du Programme national d'initiatives en faveur du développement rural (PROINDER), et a invité la Banque mondiale à le cofinancer. En 1995, la plupart des principes et des éléments retenus dans cette proposition ont été repris pour la conception et la mise en œuvre du Programme social agraire (PSA), financé exclusivement à l'aide de ressources locales, dont l'exécution est toujours en cours. En 1997, afin de compléter le PSA, la Banque mondiale a financé le programme PROINDER. Dans l'intervalle, le FIDA a approuvé en 1996 le prêt 417-AR, d'un montant de 11,3 millions de DTS, en faveur du Projet de développement rural dans les provinces du Nord-Est (PRODERNEA), dont l'exécution est en cours. Puis, en septembre 1999, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé un troisième projet (prêt 514-AR, d'un montant de 12,8 millions de DTS), à savoir le Projet de développement rural dans le Nord-Ouest (PRODERNOA).

2. Le présent Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP) a été rédigé en mars et avril 2003, et une version définitive a été mise au point en octobre de la même année pour tenir compte de l'avis du nouveau gouvernement, arrivé au pouvoir en mai 2003. Il fait suite aux accords conclus entre le Secrétaire argentin à l'agriculture, à l'élevage, aux pêches et à l'alimentation et le Directeur de la Division Amérique latine et Caraïbes lors de sa visite dans le pays en novembre 2002, aux termes desquels les deux parties ont convenu d'envoyer sur le terrain une mission stratégique chargée de définir des profils de projet et de recenser des zones d'intervention pour les futures opérations du FIDA¹. Le gouvernement a été étroitement associé à l'exploration des différentes possibilités dans la perspective de l'élaboration du COSOP.

II. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET LA PAUVRETÉ RURALE

A. La situation économique du pays

3. L'Argentine se situe dans la partie sud du continent américain, entre 22 et 55 degrés de latitude sud et 54 et 67 degrés de longitude ouest. Son territoire, qui s'étend sur 2,7 millions de km², comprend certaines parties de l'Antarctique et des îles de l'océan Atlantique. Un tiers de sa surface est arrosé: les montagnes couvertes de forêts subtropicales occupent 10% de la superficie, et les plaines humides appelées «pampas» 20%. Les deux tiers du territoire du pays sont constitués de zones arides ou semi-arides qui connaissent de longues périodes de sécheresse. Le pays se compose de 23 provinces et d'une capitale autonome. En vertu de la constitution, les provinces constituent une république fédérale. Les pouvoirs publics, à l'échelon national comme à celui des provinces,

¹ Une mission du FIDA s'est rendue en Argentine en mars 2003, suivie en octobre par une mission complémentaire de courte durée chargée de prendre connaissance de l'avis du nouveau gouvernement, arrivé au pouvoir en mai de la même année. Des rencontres ont eu lieu avec les pouvoirs publics et les organisations des régions ou provinces concernées.

sont divisés en trois domaines de compétence: le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. Le pays compte au total 36,2 millions d'habitants (recensement 2001). La croissance démographique atteint 1,4% par an, et la population urbaine représente 89% des habitants (2001).

4. L'Argentine se remet de la grave crise économique et financière qui a éclaté à la fin de 2001. Après près de quatre années de stagnation du produit intérieur brut (PIB), le chômage déclaré touchant 20% de la population active, le pays a traversé une crise qui a affecté le secteur bancaire tout entier (la fuite des capitaux s'est chiffrée à 30 milliards de USD au dernier semestre de 2001), conduisant à des restrictions draconiennes de l'utilisation des comptes courants et des comptes épargne. Cette situation a elle-même provoqué une redoutable crise sociale et politique, entraînant la démission du Président et une dévaluation de la monnaie nationale de près de 300% à la fin du premier trimestre de 2002. Le pays n'assure plus le service de sa dette obligataire, qui se chiffre à près de 90 milliards de USD, depuis le début de 2002.

5. L'économie qui était auparavant la plus riche et la plus diversifiée d'Amérique latine a sombré dans une crise analogue à celle qui a secoué l'économie de différents pays d'Asie à la fin des années 90. Le PIB a chuté de 15% en 2002, et, au cours du second semestre de la même année, la pauvreté frappait 50% des habitants. De nombreux cas de malnutrition infantile, et même de famine, ont été constatés dans le pays. Durant les premiers mois de l'année 2002, sur fond de paralysie presque complète des activités économiques, la quasi-totalité des opérations bancaires ont été suspendues.

6. En mai 2003, un nouveau gouvernement a accédé au pouvoir. En septembre de la même année, celui-ci a conclu un accord d'une durée de trois ans avec le Fonds monétaire international (FMI), ouvrant la voie à une renégociation de la dette extérieure (d'abord avec les institutions financières internationales et ultérieurement avec les créanciers privés) et à celle des contrats et tarifs avec les sociétés de services publics privatisées, ainsi qu'à la restructuration du secteur bancaire. Depuis juillet 2002, le PIB a progressé de 6,5%, et plusieurs indicateurs laissent espérer une reprise économique solide. Cependant, pour respecter l'accord conclu avec le FMI, l'excédent budgétaire doit atteindre 3% du PIB en 2004, alors même que le taux de chômage est encore de 17%, que près de la moitié de la population vit au dessous du seuil de pauvreté, et que l'on décèle des signes d'agitation sociale.

B. Le secteur agricole et le développement rural

7. Le secteur agricole a fourni 6,2% du PIB en 2001 (contre 5,5% en 1993)². Les cultures représentent près de 60% de la contribution du secteur et l'élevage 38%, le solde se répartissant entre la pêche et l'exploitation forestière. L'agriculture et l'industrie agroalimentaire fournissent près de 53% du total des exportations, ainsi que 10 à 13% des emplois du pays. On cultive principalement le soja, le blé, le maïs, le tournesol, le riz, les cultures sucrières et les fruits. S'agissant de l'élevage, le cheptel bovin occupe la première place, avec environ 47 millions de têtes; viennent ensuite les ovins (12,5 millions) et les caprins (4 millions). La culture des céréales et des oléagineux occupe environ 32 millions d'hectares (ha), et produit un peu plus de 70 millions de tonnes au total (données 2002). Géographiquement, la production agricole argentine est concentrée dans la région des Pampas, qui produit près de 80% du PIB du secteur. Cette région possède 87% des terres arables du pays et jouit d'un climat idéal pour l'agriculture et l'élevage. Toutefois, elle ne concentre guère que 32% de l'ensemble de la population rurale.

8. Les 318 000 exploitations agricoles³ que compte le pays (423 000 lors du recensement de 1988) couvrent une superficie de 171 millions d'ha (30,7 millions d'ha de cultures, 85 millions d'ha

² Dans les années 90, la contribution de l'agriculture au PIB reflétait la surévaluation de la monnaie nationale.

³ Données provisoires extraites du recensement agricole de 2002.

de pâturages naturels, le reste étant composé notamment de forêts naturelles et de jachères). La moitié des exploitations, d'une surface inférieure à 50 ha, occupent seulement 8,5% de la surface totale de terres agricoles (1988); toutefois, les premiers résultats du recensement agricole de 2002 indiquent un recul de cette catégorie d'exploitations. Compte tenu de la diversité du paysage agro-écologique et des différences de productivité des terres qu'elle entraîne, la taille des parcelles n'est pas un indicateur de richesse uniformément valable sur l'ensemble du territoire du pays. Par exemple, 1 000 ha dans la toundra froide et aride de Patagonie produisent un revenu plus faible que 10 ha de vergers dans les vallées irriguées du Cuyo, ou que 60 ha occupés par un élevage laitier dans la région des Pampas. La plupart des petites exploitations se situent dans le nord du pays. Environ 40 000 exploitations sont dépourvues de droits fonciers.

9. On évalue à un million le nombre de ménages ruraux. Selon les chiffres de 1991, 230 000 d'entre eux ont à leur tête un exploitant, 240 000 un ouvrier agricole et 570 000 un paysan sans terre, cette catégorie englobant la population des retraités (près de 18% du total). Près de 500 000 ménages sont logés sur les exploitations, les autres vivant dans des petites villes dont la population est inférieure à 2 000 habitants.

10. La dévaluation du real brésilien en 1999 et la hausse des taux d'intérêt réels à partir de 2000 ont handicapé la production agricole durant les quatre dernières années. Beaucoup de paysans étaient très endettés, de nombreuses exploitations sont passées en dessous du seuil de rentabilité et les crises se sont multipliées, touchant par exemple les produits laitiers, la laine, le coton, etc. Après la crise générale de l'année 2001, la dévaluation du peso argentin a fortement encouragé la production agricole. Ainsi, en dépit des nombreux obstacles entraînés par la crise financière, le secteur a amorcé une reprise vigoureuse, qui se manifeste par la progression sensible des surfaces cultivées (soja principalement). La récolte de céréales et d'oléagineux de la campagne 2002/2003 a battu les précédents records, dépassant les 70 millions de tonnes.

11. Les taxes à l'exportation avaient été éliminées à l'orée des années 90. En 2002, le gouvernement les a rétablies sur les produits agricoles. Elles représentent en moyenne 20% de la valeur des produits exportés. Les paysans ont contesté cette décision, mais on s'accorde généralement à penser que ces taxes n'ont pas empêché l'agriculture de renouer avec la rentabilité. L'essentiel des recettes fiscales ainsi engrangées a été affecté au financement de programmes d'indemnisation sociale. Pour les cinq ans à venir, les prévisions font état de perspectives favorables pour l'agriculture argentine. Outre les avantages liés à la dévaluation du peso, les taxes sur les exportations devraient baisser au fil du temps. De surcroît, les cours des principaux produits agricoles argentins devraient se maintenir à un niveau acceptable sur les marchés internationaux (en particulier pour les oléagineux, les huiles végétales, les fruits, le vin et le poisson).

12. Les réformes structurelles réalisées durant les années 90 ont abouti à la restructuration ou au démantèlement des organismes publics intervenant dans le domaine du commerce des céréales et de la viande. Elles n'ont toutefois pas eu de répercussions défavorables sur l'Institut national de technologie agricole (INTA), le Service national phytosanitaire et vétérinaire ou la *Banco de la Nación Argentina* (Banque nationale), le principal établissement de crédit agricole du pays. En outre, ces dernières années, plusieurs programmes et projets ont été mis en place sous la houlette du Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage, aux pêches et à l'alimentation (SAGPyA), dans le double objectif de développer les services chargés du soutien aux paysans dans les provinces et d'apporter une aide spécifique aux petits exploitants et aux ruraux pauvres.

C. La pauvreté rurale

13. Sous l'effet de la crise économique, le taux de pauvreté, qui s'établissait à 37% en 2001, a culminé à 58% à la fin de 2002. Le nombre d'indigents, c'est-à-dire de personnes qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté extrême, a doublé. L'inégalité de la répartition des revenus s'est

aggravée, ce qui signifie que les couches les plus pauvres de la population ont été plus durement frappées que les autres. L'explosion de la pauvreté s'explique en grande partie par la progression du chômage et la hausse des prix des denrées alimentaires (ce poste représente une part importante des dépenses des démunis). Il ressort des dernières données disponibles⁴ qu'en juin 2003, 58% de la population avaient des revenus inférieurs au seuil de pauvreté, tandis que près de 25% vivaient dans des conditions d'extrême pauvreté. Le PIB par habitant s'est effondré, passant de 8 210 USD en 1998 à 2 695 USD en 2002⁵.

14. Le taux de pauvreté, mesuré en fonction du seuil de pauvreté établi par les pouvoirs publics argentins, est calculé à l'occasion de l'enquête permanente auprès des ménages réalisée tous les deux ans sur un échantillon de 30 000 ménages urbains, représentant 70% de la population. Ces études ne tiennent donc pas compte des habitants des petits centres urbains, et laissent également de côté l'intégralité de la population rurale, où la pauvreté est généralement supérieure à la moyenne. Une enquête effectuée en 2002 par la Banque mondiale sur un échantillon restreint de 2 800 ménages a révélé un taux de pauvreté de 53% dans les zones urbaines et de 73% dans les zones rurales⁶. L'extrapolation de ces chiffres donne un nombre de pauvres proche de 19,2 millions, dont 17,1 millions dans les villes et 2,8 millions dans les campagnes, soit environ 700 000 ménages. La pauvreté extrême touche près de 7,4 millions de personnes dans les villes, et 1,6 million dans les campagnes.

15. Une proportion importante des ruraux pauvres vit dans les provinces du nord du pays, mais la pauvreté est également sensible dans certaines régions du sud de l'Argentine. Dans le Nord-Ouest, environ 51% de la population rurale est pauvre, contre 48% dans la région du Nord-Est (selon l'indice des besoins élémentaires non satisfaits). La Patagonie vient ensuite, avec un taux de pauvreté rurale de 32%.

16. En Argentine, les principales causes de pauvreté rurale sont les suivantes: inégalité de la répartition des revenus, salaires et revenus faibles, non-respect de la législation du travail agricole, chômage, et accès insuffisant aux moyens de production et aux services. L'un des principaux besoins élémentaires non satisfaits incriminés a trait au manque de logements décentes pour les ouvriers agricoles (86% du nombre total de ménages ruraux pauvres selon l'indice retenu est concerné). Ce problème persiste en dépit de la législation en vigueur, qui impose aux exploitants agricoles de proposer des logements décentes à leurs ouvriers. La pauvreté nuit gravement à la qualité de la vie des populations des campagnes. La malnutrition infantile n'est pas rare, et le taux de scolarisation en milieu rural est inférieur à la moyenne nationale. De surcroît, nombre de ménages ruraux n'ont pas accès à un certain nombre de services élémentaires.

17. Dans les campagnes, les groupes vulnérables vivent dans des conditions de pauvreté particulièrement rudes. Les femmes et les enfants des zones rurales, quel que soit leur âge, constituent le groupe le plus fragile. Les populations autochtones, qui vivent généralement en zone rurale, figurent également parmi les catégories les plus touchées par la pauvreté.

18. **L'inégalité entre les sexes dans les campagnes.** Il ressort des données disponibles qu'environ 90 000 ménages ruraux ont une femme pour chef de famille. Sur ce nombre, 69 000 sont en situation «d'inactivité économique» ou chômeuses. Il s'agit là d'un indice révélateur de pauvreté extrême, puisque la plupart d'entre elles n'ont aucun revenu permanent. Le taux de pauvreté (selon l'indice des besoins élémentaires non satisfaits) est supérieur à la moyenne chez les femmes des campagnes, et près de 48% des ménages dont le chef de famille est une femme sont pauvres.

⁴ Banque mondiale. *Crisis and Poverty 2003: A poverty assessment*. Juillet 2003. Rapport n° 26127-AR.

⁵ Banque mondiale. 2003. op. cit.

⁶ Banque mondiale. *Crisis and Poverty 2003: A poverty assessment*. Deuxième partie. Document de travail 1. Juillet 2003. Rapport n° 26127-AR.

D. La réduction de la pauvreté rurale: perspectives et obstacles

19. La politique de développement rural comporte un volet national et un volet provincial. Sur le plan national, plusieurs organismes sont chargés de l'appui technique, de la recherche agronomique et des services phytosanitaires et vétérinaires. Les services financiers font l'objet d'une réglementation nationale, de même que le droit du travail. En revanche, la législation exclue la conservation et la gestion des terres et des ressources naturelles de la compétence du gouvernement central, ces domaines étant du ressort des gouvernements des provinces. Il existe par ailleurs un certain nombre de domaines dans lesquels les compétences se chevauchent, les services sociaux et les infrastructures notamment.

20. La population rurale argentine est avant tout composée d'ouvriers agricoles (32%) et de paysans sans terre (25%), qui occupent des emplois temporaires ou sont soit chômeurs soit retraités; les petits paysans représentent environ 23% de la population des campagnes; la répartition est la même si l'on considère uniquement les ruraux pauvres, mais elle varie selon la région ou la province. La population des paysans sans terre occupe principalement des emplois agricoles saisonniers. Plusieurs programmes en cours (parmi lesquels PROINDER et PRODERNOA) apportent un soutien à la création et au développement des microentreprises rurales, qui constituent un moyen d'aider ces catégories à augmenter et à diversifier leurs revenus. Toutefois, des insuffisances de gestion, tant sur le plan national qu'à l'échelon des provinces, ont jusqu'à présent empêché ces programmes de donner leur pleine mesure. En outre, l'absence d'un renforcement réel des pouvoirs d'action et d'une participation authentique des populations est considérée comme l'un des principaux facteurs d'échec.

21. S'agissant du secteur des petits exploitants, la stratégie de développement rural est différenciée. Deux grandes catégories ont été identifiées. La première, qui regroupe le plus grand nombre de personnes, est composée **d'exploitants qui disposent du potentiel nécessaire pour augmenter leur production et améliorer leur productivité, mais qui ne sont pas suffisamment intégrés aux marchés de biens et de services pour développer leurs activités agricoles**, ce qui maintient leurs **revenus au-dessous du seuil de pauvreté absolue**. La seconde catégorie regroupe les **populations autochtones** qui vivent dans des conditions très difficiles, et sont rarement en contact avec les marchés; leurs revenus sont généralement inférieurs au minimum vital.

22. La première catégorie bénéficie d'une aide sous forme de mesures en faveur du développement rural, visant à moderniser les conditions de production, à renforcer les organisations et les liens avec les marchés, et à intégrer les petits exploitants au marché des services (techniques et financiers). Pour ce premier groupe, l'objectif poursuivi consiste à éradiquer la pauvreté et améliorer la compétitivité. Le second groupe fait l'objet d'une politique de réduction de la pauvreté rurale. Pour ces indigents, l'objectif consiste à faire passer durablement les revenus au-dessus du minimum vital. Les mesures prennent la forme de mesures d'indemnisation sociale permettant de soutenir ces groupes pendant une période transitoire, jusqu'à ce que les évolutions structurelles (formation, déplacement, accès à des terres dans d'autres régions, etc.) permettent de modifier leurs conditions de vie.

23. **Cette stratégie implique la mise en œuvre de programmes et de projets associant l'investissement et l'assistance technique à la formation indispensable.** Elle mise sur la capacité des petits producteurs à s'associer pour obtenir une hausse sensible de leurs revenus et l'expansion de leur activité d'entrepreneur.

24. Le recul du rôle du secteur public dans l'économie a eu des répercussions, tant à l'échelon national qu'à celui des provinces. On s'accorde désormais à penser que les programmes de développement rural doivent mettre en place des mécanismes viables et favoriser la participation du secteur privé. C'est pourquoi l'ensemble des mesures et des programmes partagent les

caractéristiques de conception suivantes: i) externalisation; ii) participation; iii) prise en charge d'une partie des coûts par les bénéficiaires; iv) appui à la décentralisation; et v) coordination entre le secteur public, le secteur privé et les organisations non gouvernementales (ONG).

E. La stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

25. En Argentine, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de réduction de la pauvreté ne sont pas une nouveauté. Elles ont débuté dans les années 80, se sont poursuivies sous les différents gouvernements et continuent aujourd'hui. Le FIDA a été le premier organisme international à apporter son concours au gouvernement constitutionnel qui a accédé au pouvoir en 1983. Par la suite, ces vingt dernières années, la BID et la Banque mondiale ont appuyé plusieurs projets en faveur du développement agricole et rural. Paradoxalement, en dépit de ces efforts, la société rurale connaît une aggravation de la pauvreté liée à la faiblesse des revenus, avec son cortège d'injustice sociale et d'agitation.

26. Les pouvoirs publics ont consenti un effort important pour maintenir et augmenter le budget social, et en particulier les dépenses en faveur des pauvres (filets de sécurité). Au total, la part des dépenses sociales dans le budget a augmenté, mais elles ont reculé de 32% en valeur absolue⁷. Les crédits destinés aux pauvres ont progressé de 21%, ce qui constitue un tour de force compte tenu des difficultés budgétaires auxquelles le gouvernement a été confronté durant la crise. Toutefois, en raison de l'augmentation importante du nombre de ménages pauvres, le budget réel par personne pauvre a en fait diminué de 16%. Comme l'indique la Banque mondiale⁸, la volonté politique du gouvernement et les efforts consentis pour privilégier les crédits en faveur des pauvres et les augmenter ont été insuffisants face à la progression marquée de la pauvreté.

27. Le cadre institutionnel dans lequel s'inscrit la politique de développement rural comporte deux niveaux: l'État fédéral et les provinces. **À l'échelon national**, le SAGPyA est chargé de mettre au point et d'appliquer les mesures, les programmes et les projets concernant l'agriculture et le secteur rural. Le Sous-Secrétariat à l'économie agricole coordonne l'exécution des projets. La direction du développement agricole est chargée de la planification et de l'élaboration des projets. L'INTA travaille dans l'ensemble des provinces. Outre la recherche agricole, cet institut est également responsable d'un programme national de vulgarisation (*Cambio rural*), chargé d'apporter une aide aux exploitations de taille moyenne. Par ailleurs, l'INTA apporte son concours au programme social PROHUERTA, que finance le Ministère du développement social. L'INTA a mis en place plusieurs dispositifs viables concernant la prestation de services d'assistance technique, comme l'externalisation, la participation des bénéficiaires aux frais et la coordination permanente avec les structures provinciales. En outre, des universités nationales sont implantées dans presque toutes les provinces, et leurs départements agronomiques et vétérinaires dispensent des services de recherche et de vulgarisation à l'échelon local. La banque d'État *Banco de la Nación Argentina* est le principal établissement de crédit agricole du pays. **À l'échelon des provinces**, des ministères de l'agriculture (ou des structures analogues) sont chargés de mettre en œuvre la politique de développement rural de la province. Le Conseil fédéral de l'agriculture, auquel siègent les ministres de l'agriculture des 23 provinces, sous la présidence du SAGPyA, se charge d'encourager la coordination entre la politique nationale et les politiques des provinces.

28. Le gouvernement n'ignore pas que la politique de développement rural classique actuellement appliquée dans le pays dans le cadre des différents programmes et projets en cours ne suffira pas à terrasser la pauvreté. De plus en plus, on s'accorde à penser que, pour y parvenir, il est nécessaire d'associer des investissements à caractère social dans les équipements et les services publics à la mise en œuvre de mécanismes flexibles permettant d'affecter des crédits aux initiatives que

⁷ Banque mondiale. *Crisis and Poverty 2003: A poverty assessment*. Juillet 2003. Rapport n° 26127-AR.

⁸ Banque mondiale. 2003. op.cit.

proposent les ruraux pauvres. Une telle stratégie passe également par l'appui au développement de marchés locaux et régionaux adaptés. Cette nouvelle approche, bien qu'elle soit déjà mise en œuvre dans le cadre de certains programmes (par exemple PSA, PROINDER, PRODERNOA et quelques initiatives réalisées à l'échelle d'une province) doit encore se doter d'une stratégie claire, définir les actions à mener, et obtenir des ressources stables.

29. Le gouvernement a créé en mars 1999 une Commission de développement rural (CDR) au sein du SAGPyA. Placée sous la présidence du Sous-Secrétaire à l'économie agricole, celle-ci assure les fonctions suivantes: i) définir et mettre en œuvre la stratégie de développement rural; ii) proposer des mesures permettant d'assurer la complémentarité et l'efficacité des différents programmes, projets et zones de compétence; iii) faciliter la coordination entre les programmes du SAGPyA et les structures provinciales, ainsi que les autres organisations qui s'occupent des petits paysans; iv) examiner et approuver les grandes orientations de la recherche visant à mettre au point des techniques adaptées aux besoins des petits paysans; v) délimiter le champ des études permettant de favoriser un développement rural authentique; vi) élaborer de nouvelles politiques et de nouvelles propositions d'action; et enfin vii) formuler des recommandations destinées aux autres secteurs de l'administration pour ce qui concerne la politique de développement rural.

30. Le gouvernement a sollicité le concours du FIDA afin de préparer et d'exécuter au mieux un grand nombre des mesures et programmes récemment proposés. Cet appui, loin de s'entendre exclusivement en termes de contributions financières, est également considéré comme une occasion de tirer parti de l'expérience du FIDA et des conceptions et techniques innovantes qui sont les siennes.

III. LES ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA DANS LE PAYS

A. La stratégie actuelle et les opérations en cours

31. Depuis près de 18 ans, le FIDA participe à l'élaboration et à l'application des politiques de développement rural visant à lutter contre la pauvreté rurale en Argentine. Il est intervenu pour la première fois dans le cadre du Programme de crédit et de soutien technique aux petits producteurs dans le nord-est de l'Argentine. Celui-ci a été cofinancé avec la BID, qui a financé la composante portant sur le crédit entre 1992 et 1996. Les fonds octroyés par le FIDA ont été affectés au renforcement institutionnel, à la formation, à la recherche, au transfert de technologies et au cadastre.

32. Actuellement, deux projets du FIDA sont en cours de réalisation en Argentine. Le premier, le Projet de développement rural dans les provinces du Nord-Est (PRODERNEA), est la seconde phase du projet mentionné au paragraphe 31 ci-dessus; il concerne quatre provinces du Nord-Est de l'Argentine. Approuvé en 1996, il se caractérise par un rythme d'exécution et de décaissement extrêmement lent. La plupart des difficultés sont survenues lorsque les congrès des provinces se sont abstenus de voter les textes indispensables à l'autorisation des prêts (les accords de prêt subsidiaire). Ces retards s'expliquent par les difficultés budgétaires que les provinces du nord ont connues à la fin des années 90.

33. Le second projet, le Projet de développement rural dans le Nord-Ouest (PRODERNOA) concerne trois provinces du Nord-Ouest de l'Argentine. Dans ce cas, la conception du projet prévoit une série d'innovations et de caractéristiques destinées à favoriser la participation des organisations locales et à développer des marchés de services techniques et financiers adaptés aux ruraux pauvres. Le prêt a été approuvé en 1999, mais les opérations n'ont démarré à l'échelon provincial qu'en 2003. Pour l'instant, une seule province (Catamarca) a signé l'accord de prêt subsidiaire. Là encore, les obstacles viennent de la crise budgétaire qui sévit dans les provinces concernées, qui

s'est aggravée ces trois dernières années, et à laquelle s'ajoutent les difficultés de gestion constatées sur le plan national. Dans la province de Catamarca, le projet a démarré en mars 2003.

B. Les enseignements tirés

34. Les principaux enseignements tirés des projets de développement rural réalisés en Argentine sont les suivants:

- En Argentine, la structure décentralisée est inscrite dans la loi, puisque le pays est une République fédérale au sein de laquelle chaque province et chaque municipalité jouit de l'autonomie, et dispose de ses propres responsables élus par le peuple. Cela étant, une structure décentralisée ne garantit pas pour autant que les parties prenantes s'approprient réellement les programmes et les projets et y participent vraiment. En l'absence de mesures spécifiques, les responsables locaux ont tendance à imposer leurs vues d'en haut en matière de développement rural, compromettant ainsi la participation des bénéficiaires et des organisations locales.
- La décentralisation financière, moyennant la signature d'accords de prêt subsidiaire octroyés aux collectivités territoriales, ne garantit pas la bonne exécution des projets en faveur du développement rural et de la réduction de la pauvreté, ni le respect des calendriers prévus. Il convient de mieux analyser la situation budgétaire des provinces, afin d'éviter des retards dans l'exécution des projets, ou même leur interruption en raison de difficultés budgétaires à ce niveau.
- Dans certains cas et pour certaines activités, il peut se révéler plus efficace d'affecter plus de ressources à l'échelon national (de la fédération) pour garantir la bonne exécution d'un projet. La réussite de la mise en œuvre du PSA entre 1995 et 1997 en est un bon exemple. Cependant, les difficultés budgétaires rencontrées à l'échelon national ont mis en péril la pérennité de ce programme, de même qu'elles expliquent le faible taux de décaissement de PROINDER.
- Afin de faciliter l'adoption de politiques de développement rural à l'échelon des provinces, le renforcement des unités de coordination nationale s'impose. En Argentine, l'expérience du PSA montre qu'avec des mécanismes de participation locale adaptés, un programme national peut atteindre des objectifs importants plus vite et plus efficacement que plusieurs projets mis en œuvre par des collectivités territoriales.
- Il doit exister une cohérence entre le ciblage des bénéficiaires et les actions et les outils prévus dans le cadre du projet. Par exemple, à l'occasion du Programme de crédit et de soutien technique aux petits producteurs dans le nord-est de l'Argentine, les établissements bancaires ont octroyé des prêts classiques à des fermiers détenteurs de baux précaires, ce qui a entraîné un taux d'arriérés élevé et des détournements de fonds au profit des propriétaires fonciers. Une question reste en suspens dans différentes régions, où l'on n'a pas encore déterminé les mesures susceptibles d'améliorer les conditions de vie et notamment de logement des ouvriers agricoles occupant un emploi permanent (25% des ruraux pauvres), parmi lesquels le taux de pauvreté est au plus haut, puisque la moitié d'entre eux sont touchés.
- Les interventions du FIDA n'ont pas permis d'apporter une aide satisfaisante aux populations autochtones. Les deux opérations en cours comportent des composantes destinées à répondre à leurs besoins, mais jusqu'à présent aucun progrès réel n'a été accompli. Il convient de remédier à l'absence de spécialistes de la question, tant au sein de l'unité nationale de coordination que dans les unités d'exécution mises en place à l'échelon des provinces.
- Le développement des marchés de services techniques en milieu rural reste insuffisant. Les modifications apportées au projet PRODERNEA et la poursuite de la mise en œuvre de

PRODERNOA permettront de tester les initiatives proposées, et de mettre au point des démarches mieux adaptées à partir des enseignements tirés.

- En Argentine, les projets du FIDA ne sont pas encore parvenus à favoriser réellement l'autonomisation et la participation des organisations de base. La récente reformulation de PRODERNEA avait notamment pour objet de résoudre ces difficultés.
- En Argentine, les services financiers destinés aux ruraux pauvres restent embryonnaires. Aucun projet n'a obtenu de résultats significatifs dans ce domaine. La réglementation du crédit établie dans les années 90, trop rigide, n'est pas adaptée à cette population. Il convient de mieux analyser les expériences positives menées à l'échelon local (coopératives de crédit financées par des donateurs extérieurs), afin d'en tenir compte dans le cadre des projets qui seront réalisés dans le pays.

IV. UN CADRE STRATÉGIQUE POUR LE FIDA

A. Le créneau stratégique du FIDA et les axes d'intervention proposés

35. La crise économique de 2002 et ses répercussions sur la population rurale ont stimulé la détermination du gouvernement à lutter contre la pauvreté rurale. Dans le contexte global du redressement de l'économie et de la remise en état de ses rouages, les pouvoirs publics accordent la priorité à des actions de développement rural permettant d'assurer une distribution équitable des fruits de la reprise économique escomptée. Les perspectives macroéconomiques pour les cinq à sept ans qui viennent devraient fortement encourager la production et les exportations agricoles.

36. En Argentine, la pauvreté rurale est liée à tout un éventail de problèmes, notamment d'ordre structurel. Le gouvernement recherche activement des solutions permettant d'imaginer des démarches originales capables à la fois de remédier à la situation particulière des ouvriers agricoles et d'améliorer les programmes en cours en faveur des petits paysans. Il souhaiterait notamment bénéficier d'un appui pour la formulation et l'exécution de projets destinés à aider les populations autochtones dans différentes parties du pays. Il a également entrepris de recenser les meilleures méthodes de mise en œuvre des projets, capables d'assurer un réel renforcement des moyens d'action sur le plan local et de développer la participation à l'échelon de base⁹. Cela passera probablement par l'association d'investissements à caractère social dans des équipements et des services publics et d'un appui au développement de marchés locaux et régionaux adaptés.

37. La contribution que le FIDA entend apporter à la reprise de l'économie argentine passe par un appui soutenu aux politiques nationales de développement rural et de réduction de la pauvreté rurale. À cet effet, le Fonds proposera des approches adaptées, fera partager son expérience et aidera le gouvernement à concevoir et adopter des mécanismes propres à lui permettre de mettre en œuvre la politique nationale. L'expérience irremplaçable acquise par le FIDA dans le domaine des relations avec les gouvernements des provinces à l'occasion de l'exécution des projets est un atout de poids dans la perspective des interventions à venir.

38. Par ailleurs, la stratégie proposée pour le pays comportera les éléments fondamentaux suivants: favoriser le renforcement des moyens d'action sur le plan local, faciliter l'accès aux marchés, et développer les marchés dont les ruraux pauvres ont besoin. Le cadre stratégique du

⁹ Ces dernières années, plusieurs études ont été réalisées pour mieux comprendre la nature et les caractéristiques de la population rurale pauvre en Argentine. La plupart d'entre elles, qui ont bénéficié d'un financement du programme PROINDER, ont été menées par la Direction nationale du développement agricole (voir Murmis, M. «*Pobreza Rural*» et Craviotti, L. «*La focalización en PROINDER*»; Baudrón, S. et Gerardi, A. «*Los asalariados agropecuarios en la Argentina: Aportes para el conocimiento de su problemática*», etc.).

FIDA pour le développement et la réduction de la pauvreté dans les zones rurales de la région Amérique latine et Caraïbes s'articule autour de ces trois principes. Outre le respect de ces orientations stratégiques, la priorité sera accordée aux zones rurales dans lesquelles la proportion de petits paysans pauvres et de populations autochtones est élevée.

39. En Argentine, la question de la réduction de la pauvreté rurale est étroitement liée à la question de l'inégalité des revenus et de l'accès aux différentes ressources. Il convient donc que la démarche du Fonds privilégie les activités susceptibles de favoriser la production de revenus et le développement du capital humain et social, ainsi que la participation des ruraux pauvres et le renforcement de leurs moyens d'action. Le recours aux activités économiques viables, notamment l'agriculture, la production et l'emploi rural non agricole, constitue une première étape sur la voie d'une société plus équitable. L'amélioration du capital humain et social et la participation active des organisations rurales de base, doublée du renforcement de leurs moyens d'action, sont également décisives en matière de réduction de la pauvreté.

40. L'appui à la mise en place d'une structure institutionnelle capable d'assurer la planification, l'exécution et le suivi de programmes de réduction de la pauvreté et de développement rural sera l'un des axes de l'approche stratégique du FIDA en Argentine. La participation à la conception des stratégies d'éradication de la pauvreté et de développement rural, mais aussi de la structure opérationnelle nécessaire à leur mise en œuvre, sera au centre des activités, de la concertation et des interactions stratégiques avec les autres donateurs auxquelles le FIDA entend se consacrer en Argentine. Puisque les femmes du monde rural sont parmi les plus pauvres d'entre les pauvres, des efforts continus et systématiques seront faits afin de consolider et renforcer les progrès accomplis sur la voie de la réduction de la pauvreté dont elles ont bénéficié dans le cadre des projets du FIDA. Le cadre stratégique proposé pour le pays fixe quatre axes stratégiques, qui sont décrits ci-dessous.

41. **La production de revenus.** Des efforts soutenus et des ressources stables sont nécessaires pour améliorer les revenus de la population rurale argentine, qui sont faibles. À cet égard, il convient d'encourager la production agricole et non agricole, ainsi que les emplois non agricoles, dans les campagnes et dans les villes. Il faut présenter aux groupements de paysans les innovations agronomiques, les possibilités de cultures rémunératrices et les technologies de pointe, afin de faciliter leur intégration au marché à l'échelon local, national et régional. Les services à la production proposés aux exploitants agricoles et aux petits entrepreneurs ruraux seront axés sur la réponse à la demande, et utiliseront les mécanismes participatifs déjà mis en place par les projets du FIDA. La planification des services d'appui technique proposés aux exploitants agricoles et aux petits entrepreneurs ruraux tiendra le plus grand compte des débouchés commerciaux, et on privilégiera les techniques de production de produits pour lesquels la demande commerciale est importante. L'acquisition de compétences professionnelles et l'accès à l'emploi feront partie intégrante des services proposés aux pauvres dans les campagnes, un accent particulier étant mis sur les groupes de jeunes et de femmes des populations autochtones.

42. **Le développement du capital humain et social.** Pour commencer, le cadre stratégique du FIDA mettra en œuvre une série d'actions spécifiques concernant le développement du capital humain au sein des populations rurales pauvres en situation précaire. Cet axe comporte quatre groupes d'activités complémentaires: i) renforcer les organisations rurales de base; ii) renforcer la participation structurée des organisations rurales aux programmes de réduction de la pauvreté et de développement rural mis en œuvre par les provinces et le gouvernement central; iii) améliorer les conditions de vie (logement, assainissement et services élémentaires); et iv) améliorer l'accès aux soins, à l'éducation et à la nutrition infantile. Une attention particulière sera accordée au renforcement des organisations de groupes autochtones et de femmes, moyennant la formation d'animateurs et la mise en place de structures d'appui. L'objectif fondamental de cet axe consiste à renforcer les moyens d'action des ruraux pauvres et de leurs organisations locales.

43. **Le renforcement des capacités.** La réorganisation et le renforcement du secteur public figure parmi les objectifs prioritaires du gouvernement en matière d'action sociale en faveur de la réduction de la pauvreté rurale et du développement économique et social. Dans ce contexte, on devra donc s'employer à mettre en place des structures efficaces et adaptées capable d'assumer des responsabilités dans le domaine du développement de l'agriculture et des campagnes, dans un cadre participatif axé sur la réponse à la demande. Au cours des prochaines étapes du cycle de projet, le FIDA devra explorer les pistes de collaboration avec les partenaires multilatéraux et bilatéraux qui existent dans ce domaine et les avantages qu'elles peuvent présenter.

44. **Les relations avec les gouvernements des provinces.** Le FIDA devra rechercher de meilleurs moyens de faciliter le dialogue avec les gouvernements des provinces, afin de trouver une articulation avec les programmes locaux ou régionaux de réduction de la pauvreté qui fasse toute sa place à la participation; il lui faudra aussi mettre en évidence les interactions et les mécanismes de coordination entre le gouvernement central et les gouvernements des provinces. À cet égard, l'expérience acquise dans le cadre de la mise en œuvre de projets du FIDA au Mexique et au Brésil (deux pays dotés d'une structure fédérale) pourrait s'avérer utile.

B. Les principales possibilités d'innovation et d'intervention dans le cadre de projets

45. L'Argentine offre au FIDA un large éventail de possibilités d'intervention, et peut en particulier donner l'occasion au Fonds de renforcer son rôle de vecteur dynamique de l'innovation dans les politiques de développement rural et d'éradication de la pauvreté dans les campagnes. À cet égard, le gouvernement a énoncé pour les activités du FIDA les principes directeurs ci-dessous.

- **Appuyer le développement du capital social dans les zones rurales.** Le FIDA met l'accent sur le rôle des alliances et des modalités originales de coopération mobilisant les organisations à assise communautaire, les entrepreneurs privés et les organismes publics. Cette formule ouvre la possibilité d'investir dans le développement du capital social en milieu rural dans son articulation avec les principaux enjeux de la stratégie de développement rural du gouvernement (à savoir les microentreprises rurales, l'accès aux services techniques et financiers ruraux, la production de revenus dans le cadre de microfilières de valeur ajoutée, et les stratégies de valorisation du patrimoine).
- **Promouvoir les formules de partenariat.** Il s'agit d'encourager les programmes qui s'adressent aux ouvriers agricoles occupant un emploi permanent, qui constituent un pan novateur de l'éradication de la pauvreté rurale. Dans le cadre de ces initiatives, le FIDA ne serait pas le principal bailleur de fonds, mais il apporterait un appui technique. Tandis que le gouvernement définirait, avec le concours des syndicats d'ouvriers agricoles, les mesures à prendre pour améliorer le logement en milieu rural (près de 50% des travailleurs occupant un emploi permanent ne disposent pas d'un logement décent), le FIDA serait la principale source de financement pour ce type de programme (elle apporterait par exemple aux employeurs les crédits leur permettant d'améliorer les logements des ouvriers agricoles). Enfin, l'expérience du FIDA en matière de promotion des microentreprises rurales (travaux publics en Colombie par exemple) est jugée primordiale pour ce programme, ainsi que pour les projets qui s'y rapportent.
- Améliorer l'effet de catalyseur des interventions du FIDA par différents moyens: le soutien des réformes institutionnelles, la concertation sur les politiques publiques, l'innovation et la communication, et le renforcement des liens avec les autres initiatives du FIDA en Amérique latine. À cet égard, l'expérience des populations autochtones que le FIDA s'est forgée dans d'autres pays de la région est considérée comme un savoir particulièrement précieux, qu'il convient de mettre à la disposition des programmes argentins.

- Approfondir l'intervention du FIDA, non seulement à partir des deux projets en cours, PRODERNEA et PRODERNOA, des expériences qui s'y rattachent et de leurs prolongements, mais aussi moyennant la mise en chantier d'un nouveau projet doté de caractéristiques spécifiques (voir ci-dessous).

46. Le FIDA transmettrait son expérience dans le cadre d'investissements spécifiques (les projets), qui seraient complétés par des visites à d'autres projets du FIDA dans la région (itinéraires d'apprentissage). Il s'agirait de rechercher les expériences intéressantes et de les adapter à la situation spécifique de l'Argentine. Ces activités permettraient d'alimenter une concertation permanente concernant les objectifs et les mesures prioritaires en matière de développement rural et de lutte contre la pauvreté, mais aussi de valoriser l'effet de catalyseur des activités du FIDA, tout en mobilisant les synergies potentielles avec d'autres organismes de financement.

C. Les possibilités d'élargissement et de partenariat avec les ONG et le secteur privé

47. La mise en œuvre des interventions du FIDA qui sont en cours en Argentine (PRODERNEA et PRODERNOA), ainsi que du programme PROINDER, comporte une dimension innovante, à savoir l'intégration des ONG, qui sont intervenues en continu et ont participé à l'exécution de différentes composantes et activités. Cette expérience sera poursuivie, et, dans cette perspective, le gouvernement adhère au principe du soutien des activités des ONG et des organisations de base. À cet égard, le Réseau international des ONG sur la désertification (RIOD) pourrait jouer un rôle précieux dans les activités qui seront réalisées en Argentine. Cette structure, mise en place à l'initiative du Mécanisme mondial, regroupe plus de 3 000 ONG et organisations de base; le réseau constitue une source d'informations qu'il ne faut pas négliger dans la définition des politiques de développement rural et d'éradication de la pauvreté rurale. L'exploitation de ce réseau et la mobilisation des efforts des différents secteurs de l'administration pourraient constituer des orientations stratégiques importantes.

48. Il convient de susciter plus activement la participation du secteur privé aux actions de développement rural. Le gouvernement a adopté une démarche de planification de «filères de valeur ajoutée» qui constitue un cadre intéressant pour certaines initiatives. Il s'agit pour des entreprises industrielles privées de négocier avec des groupements de petits exploitants des objectifs de production et de prix à moyen terme. À cet égard, il convient de s'attacher à encourager «l'agriculture contractuelle» et les mécanismes de commercialisation susceptibles de favoriser la mise en relation des petits producteurs agricoles et non agricoles avec les entreprises de conditionnement et de négoce. En outre, il faut rechercher des alliances avec des entreprises privées d'autres secteurs de production (par exemple le pétrole). Cette démarche permettrait de favoriser le développement de débouchés pour les produits agricoles locaux auprès des sites d'exploitation et des personnels de ce secteur ce qui pourrait stimuler les programmes de développement économique local dans certaines régions (en Patagonie par exemple).

D. Les perspectives de couplage avec d'autres donateurs et institutions

49. À l'heure actuelle, le portefeuille argentin de financements extérieurs s'élève à environ 12 milliards de USD. Il se compose de 102 projets (prêts). Le principal bailleur de fonds est la BID, avec 61 projets en cours d'exécution, et un programme de prêts qui se monte à 7,7 milliards de USD. Sur ce total, environ 3,9 milliards de USD correspondent à 27 prêts d'investissement, 3,3 milliards de USD à des prêts sectoriels et 0,5 milliard de USD à huit prêts en faveur du secteur privé. L'essentiel des crédits est allé à la modernisation de l'État (programme d'ajustement financier et réformes dans les provinces), et à des programmes en faveur de la réduction de la pauvreté urbaine et l'amélioration du niveau de vie (grâce au développement urbain, à la protection sociale et à la gestion sociale). Dans le secteur agricole, la BID cofinance avec la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) le programme d'appui aux services agricoles

provinciaux (PROSAP). De son côté, la BIRD est le deuxième bailleur de fonds, puisqu'elle finance 41 projets, pour un montant total de 4,3 milliards de USD, parmi lesquels PROINDER, le plus vaste programme en faveur du développement rural et de l'éradication de la pauvreté rurale réalisé dans le pays. Le FIDA se classe troisième par le volume des prêts qu'il a accordés pour financer deux projets.

50. Compte tenu de l'ampleur de la crise économique et de ses répercussions néfastes sur les ménages les plus pauvres du pays, l'ensemble des institutions financières internationales (IFI) ont exprimé leur préoccupation et se sont déclarées disposées à aider le gouvernement en appuyant des projets destinés aux groupes les plus vulnérables. S'agissant des opérations qu'il entend réaliser dans le pays, le FIDA devra rechercher des cofinancements et/ou d'autres formes de collaboration avec les IFI et d'autres donateurs bilatéraux. En particulier, la BID est considérée comme un partenaire logique des activités du FIDA, en vertu de l'accord conclu avec cette institution et l'État italien en mai 2003. En outre, des négociations sont engagées avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), qui pourrait effectuer un don important (coût du projet: 20 millions de USD) en faveur de la lutte contre la désertification en Patagonie, qui viendrait compléter d'autres projets de développement rural dans cette région.

E. Les domaines de concertation

51. S'agissant de la concertation avec les pouvoirs publics, le SAGPyA ne doit pas être le seul interlocuteur du FIDA. Les politiques de développement rural et d'éradication de la pauvreté rurale intéressent d'autres secteurs du gouvernement central, ainsi que les gouvernements des provinces et les collectivités territoriales. Il s'agit en premier lieu d'entretenir un dialogue permanent avec le Ministère de l'économie et de la production et le Secrétariat à la politique économique, chargé de concevoir et d'approuver le plan national d'investissement public et de suivre les programmes et projets qui bénéficient d'un financement externe. Deuxièmement, les questions relevant du plaidoyer doivent être abordées avec le Sous-Secrétariat au budget, chargé d'élaborer le budget de l'État, et notamment de fixer les objectifs concernant les prêts subsidiaires consentis aux provinces et aux autres collectivités territoriales. Troisièmement, il faut s'attacher à intensifier la coordination avec le Ministère du développement social et le Secrétariat aux ressources naturelles et au développement durable, afin de délimiter les domaines d'action commune et d'éviter les chevauchements. Enfin, il convient de s'efforcer de structurer la coordination avec les provinces en matière de politique de développement rural, moyennant la création de commissions de développement rural au sein des conseils fédéraux pour l'agriculture, le développement social et la conservation des ressources naturelles.

52. Les principaux thèmes de concertation sur les politiques publiques identifiés sont les suivants:

- **Le développement intégré des zones rurales.** Pour des raisons historiques, les zones rurales d'Argentine dans lesquelles vivent des populations autochtones sont les moins développées du pays, et c'est là que se trouve la concentration la plus forte de ruraux pauvres, et plus particulièrement d'indigents. Conformément à la proposition relative au développement social avancée par le gouvernement, la concertation se doit d'aborder la question de la diversité culturelle, en raison de la marginalisation des populations autochtones, qui sont exclues de la société argentine. Les autres thèmes à aborder concernent **l'emploi, la problématique hommes-femmes, les groupes en situation de précarité, l'agriculture et l'environnement**; là encore, il convient de s'attacher tout spécialement à prendre en considération les particularités culturelles des populations autochtones. Le personnel du FIDA et les consultants doivent figurer parmi les acteurs institutionnels qui prennent part à la concertation relative au développement rural.

- **Recenser les mesures susceptibles d'aider les populations rurales qui souffrent de la pauvreté.** En raison de son ampleur, ce problème exige des études approfondies permettant de circonscrire avec précision les principales caractéristiques et les causes essentielles de la pauvreté qui touche plus de la moitié de la population rurale. Il faut analyser le marché agricole, le marché non agricole et celui de l'emploi dans le secteur rural, de même que la législation applicable en la matière. Afin d'être à même de concevoir des mesures appropriées, il convient d'évaluer correctement les obstacles structurels ou autres (par exemple l'analphabétisme, l'absence d'aide juridique et les carences dans l'application de la législation du travail). Pour commencer, le FIDA pourrait apporter son concours aux activités de recherche et à l'élaboration des mesures, tout en mobilisant des ressources financières complémentaires auprès d'autres IFI (la BID et la BIRD par exemple).
- **Favoriser le renforcement des moyens d'action à l'échelle locale et consolider le capital social dans le monde rural.** Des organisations rurales plus fortes, plus solidaires et plus compétentes permettront aux populations, et en particulier aux ruraux pauvres, d'utiliser pleinement les mesures d'encouragement et les autres possibilités qui leur sont proposées. À cet effet, il faut renforcer les capacités des institutions et des organisations locales, afin de leur permettre d'exercer une réelle influence sur les structures politiques et les organismes publics. Si elles ont plus de poids sur les questions qui touchent à leur existence et leurs intérêts, cela leur permettra également de constituer des alliances stratégiques particulièrement utiles en matière de filières allant de la production à l'offre et de pôles de coopération. Le gouvernement et le FIDA doivent continuer à consolider ces initiatives, à promouvoir l'équité entre les sexes, et à accorder une attention particulière aux activités en faveur des populations autochtones et des minorités ethniques.
- **Améliorer l'accès aux actifs et aux services.** L'accès direct, par opposition aux démarches issues de la théorie de la percolation, est une parade beaucoup plus efficace contre la pauvreté et l'isolement dans lesquels vivent les pauvres. Ouvrir un accès plus équitable aux ressources naturelles (pour la production de biens et les services environnementaux), aux services financiers ruraux, à la technologie et à l'information, aux infrastructures et au développement du capital humain permettra de stimuler la croissance, l'emploi et les possibilités de diversification des revenus des ruraux pauvres.
- **Développer l'accès aux marchés.** Faciliter l'accès aux marchés et aux services financiers (et notamment à l'épargne) et développer les capacités de négociation des organisations rurales vis-à-vis des marchés de biens, en Argentine comme à l'étranger: voilà deux conditions indispensables à la réussite des petites entreprises agricoles et non agricoles. Cette ligne de conduite fait toute sa place à la dynamique de l'interaction entre les villes et les campagnes, et entend tirer parti des possibilités qu'elle recèle pour faire reculer la pauvreté rurale.

53. La concertation sur les politiques publiques, qui doit faire appel aux organismes publics et privés de l'échelon fédéral et provincial, aux organisations de paysans, aux universitaires, aux IFI et aux autres organismes de financement, contribuerait également à faire évoluer les institutions dans le bon sens. Cela étant, le dialogue doit aller de pair avec la formulation de recommandations spécifiques concernant la mise en œuvre. Le FIDA doit en particulier renforcer l'appui qu'il apporte aux pouvoirs publics en resserrant les liens entre les réseaux régionaux de formation et d'appui technique existants.

F. Les mesures visant à améliorer la gestion du portefeuille

54. À la fin de 2002, les services du FIDA ont effectué une mission afin de reformuler le projet PRODERNOA, qui a abouti à une série de recommandations, dont le SAGPyA et les gouvernements des provinces concernées (Corrientes, Chaco, Formosa et Misiones) ont pris acte. Le 23 mars 2003, le chargé de programme de pays du FIDA a présidé une réunion commune à laquelle assistaient tous les responsables concernés à l'échelon national et à celui des provinces, au cours de laquelle l'engagement de suivre ces recommandations a été pris. Les principales actions entreprises seront les suivantes: i) favoriser un réel renforcement des pouvoirs d'action des bénéficiaires et leur participation authentique aux principales activités réalisées dans le cadre des projets; ii) accorder la priorité à l'affectation de crédits suffisants à l'échelon provincial; iii) faire en sorte que certaines actions (notamment les activités de formation et de recherche) soient placées sous la responsabilité directe de l'unité nationale de coordination, afin d'éviter les chevauchements et d'assurer la qualité des prestations; iv) prendre les dispositions permettant à la mise en œuvre de la composante d'appui aux populations autochtones de démarrer au plus tôt; et enfin v) proposer d'amender la réglementation du crédit afin de l'adapter au nouvel environnement économique et financier.

55. Le projet PRODERNOA a été approuvé en 1999, mais il n'est entré en vigueur qu'en 2003, lorsque la province de Catamarca a signé l'accord de prêt subsidiaire correspondant. Les deux autres provinces concernées (Salta et Jujuy) négocient encore leur participation au projet, le principal obstacle provenant de difficultés budgétaires. Ce projet comporte un ensemble d'innovations et de démarches que le FIDA et le gouvernement s'accordent à juger très intéressantes. La situation budgétaire des provinces devrait s'améliorer sous l'effet des mesures de financement appliquées sur le plan national. Par ailleurs, le gouvernement a demandé au FIDA d'étendre le périmètre du projet à la province de Tucumán. Nul doute que l'inclusion de cette province, où vivent la majorité des ruraux pauvres de la région, donnerait encore plus de prix à l'exécution de ce projet.

56. Il convient de procéder sans attendre au renforcement de l'unité nationale de coordination (UNC) des projets du FIDA implantée au sein du SAGPyA, et de la doter des compétences lui permettant de remédier aux carences constatées à l'échelon des provinces, mais aussi de favoriser une concertation permanente sur la politique de développement rural avec les autres domaines d'action du gouvernement national, les provinces et les intervenants du secteur privé. En outre, il faudrait que l'UNC coordonne la recherche et la gestion des connaissances avec le PSA-PROINDER, la direction nationale du développement agricole et la CDR du SAGPyA.

G. Le cadre indicatif de financement et le programme de travail à horizon mobile

57. Compte tenu des deux projets en cours, qui concernent les provinces du nord de l'Argentine (qui concentrent la proportion la plus forte de populations indigènes et de ruraux pauvres), et conformément aux recommandations du Comité chargé des stratégies opérationnelles, le cadre de financement pour le pays privilégiera le sud de l'Argentine (la Patagonie), qui arrive au deuxième rang en termes d'importance de la population autochtone et de la population rurale pauvre. Le programme d'investissement proposé comprend le Projet de développement rural et de soutien aux populations autochtones dans la région de Patagonie (coût total évalué à 22 millions de USD), qui sera mis au point au cours de l'année 2004 et dont l'exécution, sur une période de six ans, commencera en 2005. **Compte tenu du taux élevé de pauvreté rurale et du grand nombre de groupes autochtones, le programme pour le pays devrait prévoir la possibilité de mettre en chantier la seconde phase du projet PRODERNEA, celui-ci devant s'achever fin 2005.**

58. Le gouvernement a indiqué qu'il souhaitait que priorité soit donnée au projet à réaliser en Patagonie. Ce choix repose sur les motifs suivants: i) après le Nord-Ouest et le Nord-Est, qui bénéficient déjà de projets financés par le FIDA, la Patagonie est la région qui connaît le taux de pauvreté rurale le plus élevé; ii) les dimensions du groupe cible ainsi que le coût total du projet sont

adaptés; iii) dans cette région, un nombre non négligeable d'autochtones (les *Mapuches*) vivent dans la pauvreté; iv) les responsables de la province ont exprimé leur intérêt à l'idée de participer au projet proposé; et enfin v) différentes initiatives financées par d'autres IFI sont en cours dans la région (par exemple un projet du FEM d'un montant de 20 millions de USD, et un nouveau projet financé par la BID dans le Rio Negro pour un montant de 86 millions de USD); il serait donc possible de coordonner les activités de ces projets avec celui que le FIDA propose de financer.

59. Le programme d'investissement renforcerait durablement l'UNC et la CDR implantées au sein du SAGPyA (ce qui pourrait nécessiter un remodelage de la structure institutionnelle actuelle) afin de leur permettre de mieux appuyer les projets dans les provinces et de coordonner plus efficacement la recherche et la gestion des connaissances avec le PSA-PROINDER, la direction nationale du développement agricole et la CDR.

60. Cette proposition a été examinée avec les pouvoirs publics (le SAGPyA et le Ministère de l'économie et de la production), de même qu'avec les responsables et les organisations des provinces concernées.

APPENDIX I

ARGENTINA

Land area (km² thousand) 2001 1/	2 737	GNI per capita (USD) 2001 1/	6 940
Total population (million) 2001 1/	37.48	GDP per capita growth (annual %) 2001 1/	-5.6
Population density (people per km²) 2001 1/	14	Inflation, consumer prices (annual %) 2001 1/	-1
Local currency	Argentine peso (ARS)	Exchange rate: USD 1.00 =	ARS 3.00
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 1/	1.3	GDP (USD million) 2001 1/	268 638
Crude birth rate (per thousand people) 2001 1/	19	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1981-1991	0
Crude death rate (per thousand people) 2001 1/	8	1991-2001	2.9
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 1/	16	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
Life expectancy at birth (years) 2001 1/	74	% agriculture	5
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	27
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	17
Total labour force (million) 2001 1/	15.35	% services	68
Female labour force as % of total 2001 1/	34	Consumption 2001 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	11
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	120	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	74
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 1/	3	Gross domestic savings (as % of GDP)	15
Nutrition		Balance of Payments (USD million)	
Daily calorie supply per capita, 1997 2/	3 093	Merchandise exports 2001 1/	26 655
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2001 3/	12 a/	Merchandise imports 2001 1/	20 311
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2001 3/	5 a/	Balance of merchandise trade	6 344
Health		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	9 a/	before official transfers 2001 1/	-5 125
Physicians (per thousand people) 2001 1/	3 a/	after official transfers 2001 1/	4 554
Population using improved water sources (%) 2000 3/	n/a	Foreign direct investment, net 2001 1/	3 337
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	50-79	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 3/	n/a	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	3/
Agriculture and Food		Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	17
Food imports (% of merchandise imports) 2001 1/	6	Total external debt (USD million) 2001 1/	136 709
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2000 1/	330	Present value of debt (as % of GNI) 2001 1/	57
Food production index (1989-91=100) 2001 1/	146	Total debt service (% of exports of goods and services) 2001 1/	66
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	3 387	Lending interest rate (%) 2001 1/	28
Land Use		Deposit interest rate (%) 2001 1/	16
Arable land as % of land area 2000 1/	9		
Forest area as % of total land area 2000 1/	13		
Irrigated land as % of cropland 2000 1/	6		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2003

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2003

LOGICAL FRAMEWORK

Strategy	Measurable Indicators	Learning System	Critical Assumptions (issues for Policy Dialogue and Advocacy for Change)
<p>Strategic Framework Goal:</p> <p>The rural poor, with special emphasis on indigenous populations, small farmers and rural workers from the Patagonia region are empowered to overcome their poverty while respecting an equitable gender balance and sustainable use of natural resources.</p>	<p>Selected national/regional Millennium Development Goal (MDG) indicators, to be adopted (for instance):¹</p> <ul style="list-style-type: none"> • Proportion of population living on less than USD 1 a day. • Share of women in wage employment in the non-agricultural sector. • Land area protected to maintain biological diversity. • Unemployment rate of 15 to 24 year-olds. 	<ul style="list-style-type: none"> • Studies on poverty. • National household surveys. 	
<p>Strategic Objective for Argentina's Country Programme:</p> <p>IFAD's country programme has strengthened the capacity of the rural poor from the Patagonia region and their organizations, has improved equitable access to productive resources and to technology with sustainable management of natural resources and has increased access to services, markets and financial services.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Active participation of rural poor, especially indigenous communities, and their organization in local, regional decision-making processes. • Degree of allocation of monetary incentives to proposals for sustainable natural resource management (NRM) presented by local communities and their organizations, and to their implementation. • % rural poor participating in rural markets, financial and technical services. • Increase in family income through agricultural and non-agricultural activities. 	<ul style="list-style-type: none"> • Performance evaluations of strategic initiatives and programmes. • Impact assessments of strategic initiatives and programmes. • Studies on poverty. • National household surveys. • Reports on related rural development programmes. • Evaluation reports and evaluations of the Government and organizations. 	<ul style="list-style-type: none"> • The Government's agenda for rural development and rural poverty eradication receives continued high priority. • Political decision to strengthen policies and improve institutional framework for rural development. • Implementation of macroeconomic policies maintaining or raising the competitiveness of national production.

¹ Source: IFAD, Achieving the Millennium Goals, a discussion paper, February 2003.

<p>Outputs: (Strategic Development Thrusts for Argentina)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Indigenous communities supported in capacity-building and market integration 2. Small farmers supported in capacity-building and market integration 3. Initiatives of rural grass-roots organizations and NGOs for sustainable social and economic development with sound management of natural resources strengthened 4. Markets for the provision of local technical assistance for production, processing and commerce created 5. Rural financial services strengthened 6. Regional clusters for pro-poor rural initiatives developed 	<p>Measurable Indicators:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Degree of institutionalization of participation of indigenous communities in regional, local planning and resource allocation and local economic initiatives. • Proposal of NRM concepts and initiatives presented by local communities and their organizations. • Reduction of gap between demand for rural financial services and service provision. • Technical assistance of local suppliers contracted by rural poor. • Rural communities, villages and intermediate towns linked for the implementation of decentralized pro-poor development initiatives. 	<p>Learning System:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Monitoring and Evaluation (M&E) systems of IFAD programmes. • Annual portfolio review. • Evaluation results of the Office of Evaluation (OE). 	<p>Critical Assumption:</p> <p>Aspects of changes in the population's age ratios are addressed, such as assistance for elderly members of the rural population.</p>
<p>Activities:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Establish policy dialogue and advocacy for change. • Mobilize indigenous communities' and small farmers' local knowledge management. • Build strategic partnerships with government and private sector. 			

STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Risks	Remarks
Ministry of Economy and Production The following units are related to rural development and rural poverty eradication projects.	Prepares the National Budget on yearly basis and manages the National System of Public Investment (SNIP).	Rural poverty reduction projects are presented by other government areas. Often these proposals are prepared without appropriate justification.	If other areas of government improved the formulation of well-justified projects more budget allocations would be granted.	The projects have to pass through an established process to enter into the SNIP and the Annual Budget proposal. The Budget proposal is discussed and approved in the Congress.
<ul style="list-style-type: none"> National Directorate of Public Investment (DNIP). 	Yearly, on a roll-on basis, projects are received, assessed and approved for inclusion in SNIP.	Due to poor preparation of many projects, there is a high index of rejections.	Well-prepared and justified projects in SNIP can be financed through the national budget. Although there is risk that subsequently they cannot be executed due to financial restrictions.	To control the process flow, DNIP has a project bank to group the projects in different phases of preparation.
<ul style="list-style-type: none"> Preinvestment Unit (UNPRE). 	Assists institutions in the formulation and presentation of projects to SNIP.	Budget constraints.	If counterpart funds are available project formulation is improved.	Financed by IDB and the Government.
<ul style="list-style-type: none"> National Directorate of Relations with International Credit Institutions (DNPOIC). 	Assists all national institutions in presenting and negotiating projects with international financing organizations. It also carries out project monitoring.	Often, it lacks negotiation power with Budget authorities.	DNPOIC is responsible for proposing external financed projects in the national budget.	All SAGPyA rural poverty eradication projects financed by international banks have been, or are, assisted, monitored and evaluated by DNPOIC.
<ul style="list-style-type: none"> Undersecretariat of Relations with the Provinces. 	This is the main national government contact with the provinces for negotiating and providing economic and financial support, including external financing.	Often, fiscal issues have priority over rural development policies.	With its support, rural development policies can be better coordinated with the provinces.	Estimates of indebtedness capacity of the provinces are prepared by this unit.
<ul style="list-style-type: none"> Treasury Secretariat. (Secretaría de Hacienda). 	This is in charge of the preparation of the National Budget on an annual basis. Once the National Budget is approved by Congress, this secretariat manages the effective expenditures within authorized limits.	Each project has an annual Budget allocation (<i>crédito presupuestario</i>), which is disbursed in quotas payable upon availability of funds. Often these quotas are not available on time or in adequate amounts. This jeopardizes the accomplishment of project targets of annual work plans.	Better project monitoring and evaluation systems could improve budget allocations, which frequently are calculated by the Treasury on the basis of past performance.	All rural poverty eradication projects of the SAGPyA are affected by this procedure of assigning funds.

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Risks	Remarks
<p>Secretariat of Agriculture, Livestock, Fisheries and Food (SAGPyA) The Secretariat's areas and institutions in charge of rural poverty eradication are described below.</p>	<p>Vast experience in agricultural matters. Among other functions related to developing and implementing rural sector policies, programmes and projects, this Secretariat, dependent on the Ministry of Economy and Production, is responsible for all actions related to rural poverty eradication. It has linkages at high political and economic levels within the Government. It is linked with the provinces through the Federal Agricultural Council for policy and strategy discussion.</p>	<p>The task is enormous and frequently, because of scarce budgets, targeted populations cannot be reached. In some cases activities are shared with other ministries and coordination problems arise. The linkage with the Ministry of Economy and Production, and its institutions is sometimes not effective, causing serious budgetary problems. Frequently, rural poverty eradication issues are not given first priority.</p>	<p>Its coordination with other areas of government dealing with poverty is still not fluent. It recently established the Rural Development Commission (RDC) with the objective of achieving smooth coordination. At present, RDC only coordinates SAGPyA projects and no other government areas participate.</p>	<p>It is the main mechanism for discussing policies and strategies with IFAD.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Undersecretariat of Agricultural Economy 	<p>Coordinates project implementation, mainly with international financing. It will have a preponderant responsibility in resolving the budgetary issues that affect most of SAGPyA's programmes.</p>	<p>Vulnerable to changes by the Government.</p>	<p>It can provide better coordination among donors as well as strengthen SAGPyA's position before Budget negotiations.</p>	<p>Main donors for SAGPyA projects are IBRD, IDB, European Union and IFAD.</p>
<ul style="list-style-type: none"> Directorate of Agricultural Development 	<p>Responsible of planning and project formulation. In charge of the RDC. Rural poverty eradication is one of its main concerns. The Directorate is the executor of the PROINDER component for strengthening the capacity of national and provincial institutions for formulating rural development policy actions. This has put in operation the Government's 'think tank' on rural poverty eradication.</p>	<p>The RDC only coordinates SAGPyA institutions and other government areas dealing with poverty issues are excluded, such as social, labour, infrastructure, national and provincial institutions, and NGOs as well as grass-roots organizations.</p>	<p>The strengthening of this Directorate is crucial to ensuring higher priority for rural development policies.</p>	<p>The Directorate has many years of experience in dealing with rural development and rural poverty eradication.</p>
<ul style="list-style-type: none"> INTA (National Institute for Agricultural Technology) 	<p>In addition to agricultural research, it provides extension services for different types of clients. It has a programme for small farmers called <i>Programa Minifundio</i>, which deals specifically with rural poor farmers and it also is the executing agency</p>	<p>Lack of sufficient resources.</p>	<p>INTA is an autonomous institution and for this reason has more possibilities to bypass the restrictions on the assigning of funds.</p>	<p>The institution has a foundation named ARGENINTA for project execution. It currently serves PSA and other SAGPyA projects.</p>

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Risks	Remarks
	of PROHUERTA, a social programme that targets urban and rural poor households. INTA has introduced several sustainable mechanisms for the provision of technical services like outsourcing, beneficiary cost sharing and participation in management committees, and permanent coordination with provincial institutions.			
Argentine provinces	The provincial governments have similar organization to that of national Government. Their proximity to the municipalities and therefore to the grass-roots organizations and potential beneficiaries, allows for better local and participative planning actions, as well as monitoring and evaluation.	Difficult fiscal situations in many provinces (usually in the poorest regions of the country) hinder effective project execution.	Effective decentralization can be achieved by provincial project execution. However, training of provincial teams is needed.	PRODERNEA AND PRODERNOA projects are executed by the provinces. The fiscal situation has affected their implementation.
Municipalities	The municipalities are the closest public institutions to the rural population. They have the possibility of coordinating and monitoring at the field level. They can effectively introduce actions for implementing local integrated development projects.	Main weakness is the lack of knowledge of rural development and local integrated development policies. Political clientelism could jeopardize project actions.	Strengthening municipal capacities and service quality. In particular, technical support services should be reinforced.	The participation and effective involvement of municipalities is crucial for establishing 'proximity policies'. Selection of clusters of municipalities is crucial to maximize impact. In some provinces, rural areas are outside municipal boundaries.
Grass-roots organizations	Many community and productive local organizations have resisted the financial crisis. They are well integrated within local communities.	Most show weaknesses in organization, use of opportunities and market insertion.	Ongoing projects in the country have demonstrated that existing organizations possess a significant capacity for skill development.	A more detailed survey on these organizations, including a brief evaluation of their capacities is required.
NGOs, service providers	Very effective when working directly with grass-roots organizations.	Bias towards supply of services instead of demand-driven activities. Weaknesses in creating and managing new initiatives.	Developed NGOs are present in selected regions of the country. Good potential for development, especially in supplying rural technological services.	A more detailed survey on these organizations including a brief evaluation of their capacities is required.

**IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED
COUNTRY PROGRAMME**

1. The ongoing training and technical support networks established by IFAD's Latin America and the Caribbean Division (PL) would provide systematic upgrading of skills and knowledge relevant to rural development and technical and operational support for in-country programmes. These networks would also facilitate the exchange of experiences in poverty reduction and rural development among beneficiaries in the region. In Argentina, IFAD would continue with the current participatory approach to poverty reduction, which ensures the participation of local grass-roots organizations and NGOs. The selection and design of future projects would be based on intensive consultations with the Government, other stakeholders and communities, and on the mobilization of grass-roots groups, NGOs and provincial, municipal and local institutions in the planning and implementation of project activities. Innovative approaches to rural development require an intensive and systematic exchange of experiences and the training of project technical staff and beneficiaries. Therefore, the in-country networking of projects, together with sub-regional and regional networking, would be used as a permanent support mechanism for project implementation in the country.
2. FIDAMERICA, the Internet-based network of organizations and projects working with the rural poor in Latin America and the Caribbean, will also continue to provide a forum for the exchange of experiences through its online seminars on topics ranging from rural credit to private-sector extension services and marketing. The ongoing Rural Development Project for the Northeastern Provinces (PRODERNEA) and the North Western Rural Development Project (PRODERNOA) are currently included in this network.
3. In terms of gender issues and field methodologies, PROGENERO, PL's new gender-strengthening network, is supporting all projects in Argentina through workshops and training events. At present, this initiative is supporting a series of interventions and cofinancing activities with peasant women and staff technicians involved in PRODERNEA and PRODERNOA. There is close collaboration with the Programme for Strengthening the Regional Capacity for Monitoring and Evaluation of Rural Poverty-Alleviation Projects in Latin America and the Caribbean (PREVAL) for assisting the start-up of the monitoring and evaluation units of both ongoing projects. PL's Rural Microenterprise Support Programme in Latin America and the Caribbean (PROMER) is coaching the implementation of the agro-industrial entrepreneurship subcomponent of PRODERNEA. The Regional Programme in Support of Indigenous Peoples in the Amazon Basin (PRAIA) (another IFAD grant) is organizing internships in other projects with indigenous populations of the Chaco 'Impenetrable' Region.
4. The Second Meeting on Innovation and Knowledge to Combat Rural Poverty held in Lima, 24-26 September 2003 also provided a valuable forum for information and knowledge exchange for ongoing IFAD projects in Argentina.

APPENDIX V

ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED

**Argentina: International Bank for Reconstruction and Development (World Bank Group)
Project Portfolio
(USD million)**

Project Name	IBRD/IDA*	Product Line	Country Area	Status	Approval Date
Social Protection (06) Project – <i>Jefes de Hogar</i>	600	IBRD/IDA	Argentina	Active	1/28/2003
Family Strengthening and Social Capital Promotion Project	5	IBRD/IDA	Argentina	Active	11/08/01
Structural Adjustment Loan Project	400	IBRD/IDA	Argentina	Active	8/28/2001
Provincial Reform Adjustment Loan – Santa Fe	330	IBRD/IDA	Argentina	Active	7/19/2001
Patagonia Coastal Contamination Prevention and Sustainable Fisheries Management Project	0	Global Environment Project	Argentina	Active	6/26/2001
Buenos Aires Secondary Education Reform Project (02)	56.99	IBRD/IDA	Argentina	Active	12/07/00
Provincial Reform Loan Project – Cordoba	303	IBRD/IDA	Argentina	Active	11/22/2000
Sustainable Fisheries Management Project	5	IBRD/IDA	Argentina	Closed	9/19/2000
Indigenous Community Development Project	5	IBRD/IDA	Argentina	Active	9/18/2000
Provincial Reform Adjustment Loan Project – Catamarca	70.7	IBRD/IDA	Argentina	Active	9/14/2000
Health Insurance for the Poor Project	4.9	IBRD/IDA	Argentina	Closed	11/24/1999
Public Health Surveillance and Disease Control Project	52.5	IBRD/IDA	Argentina	Active	10/14/1999
Policy Based Guarantee Operation Project	0	Guarantees	Argentina	Active	9/16/1999
Water Sector Reform Project	30	IBRD/IDA	Argentina	Active	06/01/99
Integrated Drug Prevention Pilot Project	4.75	IBRD/IDA	Argentina	Closed	05/05/99
Social and Fiscal National Identification System Project	10	IBRD/IDA	Argentina	Closed	4/20/1999
GEF AR-RENEWABLE ENERGY IN RURAL MARKETS	0	Global Environment Project	Argentina	Active	3/30/1999
Renewable Energy in the Rural Market Project	30	IBRD/IDA	Argentina	Active	3/30/1999
Year 2000 Technical Assistance Project	30.3	IBRD/IDA	Argentina	Active	12/17/1998
Repurchase Facility Support Loan Project	505.05	IBRD/IDA	Argentina	Closed	11/10/98
Special Structural Adjustment Loan Project	2525.25	IBRD/IDA	Argentina	Closed	11/10/98

a
INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

APPENDIX V

Project Name	IBRD/IDA*	Product Line	Country Area	Status	Approval Date
Social Protection Project (04)	90.8	IBRD/IDA	Argentina	Active	10/15/1998
Social Protection Project (03)	284	IBRD/IDA	Argentina	Closed	6/30/1998
Secondary Education Project (03) – Province of Buenos Aires	119	IBRD/IDA	Argentina	Closed	04/09/98
Model Court Development Project	5	IBRD/IDA	Argentina	Active	04/08/98
National Highways Rehabilitation and Maintenance Project	450	IBRD/IDA	Argentina	Active	3/17/1998
Mining Development Technical Assistance Project (02)	39.5	IBRD/IDA	Argentina	Closed	02/10/98
Pollution Management Project	18	IBRD/IDA	Argentina	Active	02/10/98
El Nino Emergency Flood Project	42	IBRD/IDA	Argentina	Active	1/20/1998
Biodiversity Conservation Project	0	Global Environment Project	Argentina	Active	10/21/1997
Provincial Reform Project (02) – Río Negro	75	IBRD/IDA	Argentina	Closed	8/26/1997
Provincial Reform Project (02) – San Juan	50	IBRD/IDA	Argentina	Closed	8/26/1997
Provincial Reform Project (02) – Salta	75	IBRD/IDA	Argentina	Closed	8/26/1997
Provincial Reform Project (02) – Tucuman	100	IBRD/IDA	Argentina	Closed	8/26/1997
Small Farmer Development Project	75	IBRD/IDA	Argentina	Active	7/17/1997
Social Protection Project (02) – TRABAJAR	200	IBRD/IDA	Argentina	Closed	6/19/1997
AIDS and Sexually Transmitted Diseases Control Project-LUSIDA	15	IBRD/IDA	Argentina	Active	5/22/1997
Buenos Aires Urban Transport Project	200	IBRD/IDA	Argentina	Active	5/15/1997
Maternal & Child Health & Nutrition (02)	100	IBRD/IDA	Argentina	Active	5/15/1997
Provincial Agricultural Development Project (PROSAP)	125	IBRD/IDA	Argentina	Active	4/22/1997
National Pension Administration Technical Assistance Project	20	IBRD/IDA	Argentina	Closed	1/21/1997
Reduction of Ozone Depleting Substances Project	0	Montreal Protocol	Argentina	Active	01/09/97
Provincial Pension Reform Adjustment Loan Project	300	IBRD/IDA	Argentina	Closed	12/11/96
Flood Protection Project	200	IBRD/IDA	Argentina	Active	12/11/96
Provincial Roads Project	300	IBRD/IDA	Argentina	Active	09/12/96

a
INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

APPENDIX V

Project Name	IBRD/IDA*	Product Line	Country Area	Status	Approval Date
Native Forests and Protected Areas Project	19.5	IBRD/IDA	Argentina	Active	09/05/96
Health Insurance Technical Assistance Project	25	IBRD/IDA	Argentina	Closed	4/25/1996
Health Insurance Reform Loan	350	IBRD/IDA	Argentina	Closed	4/25/1996
Decentralization and Improvement of Secondary Education and Polymodal Education Development Project	115.5	IBRD/IDA	Argentina	Active	12/21/1995
Enterprise Export Development Project	38.5	IBRD/IDA	Argentina	Closed	11/28/1995
Public Investment Strengthening Technical Assistance Project	16	IBRD/IDA	Argentina	Active	11/21/1995
Social Protection Project	152	IBRD/IDA	Argentina	Closed	11/21/1995
Forestry Development Project	16	IBRD/IDA	Argentina	Active	10/24/1995
Provincial Health Sector Development Project	101.4	IBRD/IDA	Argentina	Closed	08/03/95
Bank Reform Loan Project	500	IBRD/IDA	Argentina	Closed	7/25/1995
Mining Development Technical Assistance Project	30	IBRD/IDA	Argentina	Closed	7/25/1995
Higher Education Reform Project	165	IBRD/IDA	Argentina	Active	07/06/95
Provincial Bank Privatization Loan Project	500	IBRD/IDA	Argentina	Closed	05/04/95
Provincial Development Project (02)	225	IBRD/IDA	Argentina	Active	05/04/95
Municipal Development Project (02)	210	IBRD/IDA	Argentina	Active	3/23/1995

APPENDIX V

**Argentina: Inter-American Development Bank
Project Portfolio**

Approval Date	Project Name	Loan/TC Number
Feb 03	Social Protection and Mitigation of the Impact of the Crisis on the Poor	1452/OC-AR
Mar 02	Reformulation of the Social Portfolio to support the Social Emergency Plan	S/N
Sep 01	Education System Improvement Program	1345/OC-AR
Aug 01	Support to Growth and Fiscal Discipline	1341/OC-AR
Jun 01	Financial Services Sector Program	1324-25/OC-AR
Jan 01	Rosario Habitat Program	1307/OC-AR
Dec 00	Fiscal Balance and Social Management	1295/OC-AR
Dec 00	Border Crossings and Integration Corridors Program	1294/OC-AR
Dec 00	Modernizing the Cordoba Provincial Government	1287/OC-AR
Nov 00	Strengthening of the Ministry of Foreign Affairs	1279/OC-AR
Oct 99	Institutional Strengthening for Foreign Trade Policy	1206/OC-AR
	Report on Implementation Nov. 2001, in Spanish	
Sep 99	Technological Modernization Program	1201/OC-AR
Aug 99	Primary Health-Care Reform Program Salta-Pampa and Cordoba	1193/OC-AR
Aug 99	Global Small Business and Microenterprise Credit Program II	1192/OC-AR
	Report on Implementation Nov. 2001, in Spanish	
Jul 99	Rosario-Victoria Bridge*	1188/OC-AR#
	Environmental and Social Impact Report, 01/99	
Jun 99	Aguas Argentinas, S.A.*	1182/OC-AR#
	Envir. Report 12/98	
Dec 98	Municipal Reform and Development Program	1164/OC-AR
	Report on Implementation Nov. 2001, in Spanish	
Dec 98	Strengthening of Banking System Safeguards*	1163/OC-AR
Nov 98	Trenes de Buenos Aires, S.A.*	1146/OC-AR#
Nov 98	Correo Argentino S.A.*	1140/OC-AR#
Oct 98	Reform of the Water Supply and Sanitation Sector	1134/OC-AR
Oct 98	Federal Program for Women	1133/OC-AR
Oct 98	Transportadora de Gas del Sur, S. A. (TGS)*	1129A & 1129B/OC-AR#
Aug 98	Emergency Flood Rehabilitation Program	1118/OC-AR
Jul 98	Atención	Emergency Flood Rehabilitation Program
Jul 98	Atención a Niños y Adolescentes en Riesgo (only Spanish version available)	1008/SF-AR &
Jun 98	Institutional Support, Fiscal Reform and Investment Planning	1107/OC-AR
	Report on Implementation Nov. 2001, in Spanish	
Jun 98	Public Sector Reform in the Province of Mendoza	1103/OC-AR
Jan 98	Program in Support of Judicial Reform	1082/OC-AR
Dec 97	Integrated Development Program in the Argentine Interior	1068/OC-AR
	Report on Implementation Nov. 2001, in Spanish	
Nov 97	Technical Higher Education Reform Program	1060/OC-AR

APPENDIX V

Approval Date	Project Name	Loan/TC Number
Nov 97	Environmental Management of the Matanza-Riachuelo River Basin	1059/OC-AR
Sep 97	AES Peranza*	1044/OC-AR#
Sep 97	Establishment of the Federal Public Revenue Administration*	1034/OC-AR
	Report on Implementation Nov. 2001, in Spanish	
Aug 97	Youth Productivity and Employability Support Program	1031/OC-AR
Jul 97	Program in Support of Vulnerable Groups	996/OC-AR
		1021/OC-AR
		ATN/SF-5625- AR
Jan 97	Business Development Support Program	989/OC-AR
	Report on Implementation Nov. 2001, in Spanish	
Dec 96	Aguas Provinciales de Santa Fe*	986/OC-AR#
Dec 96	Fiscal Strengthening in the Province of Buenos Aires*	979/OC-AR
Oct 96	Port Modernization Program	962/OC-AR
Oct 96	Provincial Social Security Sector Reform Program	961/OC-AR
Oct 96	Empresa Distribuidora Norte S.A. (EDENOR)*	954/OC-AR#
Jul 96	Barrio Improvement Program	940/OC-AR
	Report on Implementation Nov. 2001, in Spanish	
Apr 96	Multisector Pre-investment Program	925/OC-AR
Nov 95	Provincial Agricultural Services Program	899/OC-AR
Oct 95	Yacyretá Transmission System: Second Stage*	896/OC-AR#
Sep 95	Terminales Portuarias Argentinas*	877/OC-AR
Jun 95	Support of Fiscal Adjustment and Social Reform	871/OC-AR
May 95	Provincial Banks Privatization Program*	865/OC-AR
Jan 95	Water Supply and Sanitation Program*	857/OC-AR
Dec 94	Educational Reform and Investment*	845/OC-AR
Nov 94	Development of Municipal Institutions and Social Investment Programs*	830/OC-AR; 932/SF-AR
Nov 94	Consolidation of Administrative and Financial Reform*	826/OC-AR
Jun 94	Support for Retraining in the Productive Sectors*	816/OC-AR; 925/SF-AR
Dec 93	Technology Modernization Program*	802/OC-AR
Dec 93	Multisector Credit Program*	798/OC-AR
Dec 93	National Road Corridors Program*	795/OC-AR
Sep 93	Institutional Strengthening for Environmental Management*	768/OC-AR; 907/SF-AR
Jan 93	Multisector Pre-investment Program*	740/OC-AR
Dec 86	Health Infrastructure Rehabilitation Program	516/OC-AR
Dec 02	Cleaner Production and Industrial Eco-efficiency	ATN/ME-8129-AR
Nov 02	Development in the Province of Cordoba	ATN/ME-8112-AR
Sep 01	Program for Private Job Placement Services	ATN/MH-7595-AR
Jul 01	Consolidation of Micro-enterprises in Non-traditional Markets	ATN/ME-7514-AR
Mar 01	Quality Standard and Certification Program	ATN/ME-7355-AR
Oct 00	Export-Market Program for Small Enterprises	ATN/ME-7157-AR

APPENDIX V

Approval Date	Project Name	Loan/TC Number
Jul 00	Occupational Health and Safety Program	ATN/MH-7063-AR
Jul 00	Training Program for Energy Regulators	ATN/MH-7046-AR
Apr 00	Regional Employment Program for the Blind	ATN/MH-6958-AR
Apr 00	Commercial Mediation and Arbitration Centres	ATN/MT-6953-AR
Oct 99	Training for Retail Commerce	ATN/ME-6718-AR
Aug 99	Worker Skills Certification Program	ATN/MH-6605-AR
Nov 98	Strengthening of Provincial Regulatory Agencies	ATN/MT-6261-AR
Jul 98	GIS-Applications with Highways*	ATN/JF-6072-AR
Jun 98	Program for on-the Job Training	ATN/MH-6026-AR
May 98	Strengthening of the Water and Sanitation in Buenos Aires	ATN/MT-5976-AR
Nov 97	Advisory Centre for New Business	ATN/ME-5765-AR
Jun 97	Strengthening of the Sanitation Services in the Province of Santa Fe	ATN/MT-5613-AR
Feb 97	Microenterprise Support Services Program	ATN/ME-5489-AR
Dec 96	Program for Assistance to Small Rural Producers	ATN/ME-5441-AR
Nov 95	Legal and Regulatory Framework for a Credit Guarantee System for Small and Medium-Sized Businesses (SMBs)	ATN/MT-5080-AR
Mar 95	Program to Support Children in Especially Difficult Circumstances in Nine Provinces	ATN/SF-4862-AR
Feb 95	Network of Business Services Centres	ATN/ME-4851-AR
Dec 94	Water Sector Reform for Mendoza Province	ATN/MT-4742-AR